



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 FEVRIER 1900.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

559

AVERTISSEMENT AUX CONSEILS MUNICIPAUX.

Le secrétaire-trésorier de chaque municipalité devra conserver en liasse les numéros de la *Gazette Officielle* qui lui seront adressés, et en donner communication à demande aux électeurs municipaux de la localité.

Bureau du Secrétaire,
Québec, 3 février 1900.

575-2

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 9 février 1900.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal, de nommer, le 7 février 1900, M. Clovis Girard, conseiller de la municipalité de Saint-Félicien, comté du Lac Saint-Jean.

779

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 17e

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17th FEBRUARY, 1900.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

560

NOTICE TO MUNICIPAL COUNCILS.

The secretary treasurer of each municipality shall be bound to file and keep of record the numbers of the *Official Gazette* which may be addressed to him, and to allow communication thereof upon demand to the municipal electors of the locality.

Secretary's Office,
Quebec, 3rd February, 1900.

576

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 9th February, 1900.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, in virtue of the provisions of article 327 of municipal code, to appoint, the 7th February, 1900, Mr. Clovis Girard, councillor of the municipality of Saint-Félicien, county of Lake Saint John

780

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 17th

jour de Janvier 1900, de nommer Joseph Ménard, écuyer, 130, rue South Main, Fall River, dans l'Etat de Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique, Procureur, commissaire pour recevoir des affidavits devant servir dans les cours de record de la province de Québec, conformément à l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec, ou nécessaires pour aucun acte ou document devant être mis à exécution ou avoir ses effets civils dans la province.

777

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 5 février 1900, de nommer le docteur Arthur Simard, de la cité de Québec, membre du conseil d'hygiène, de la province de Québec.

143

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que le prochain terme de la
Proc. Général. } Cour du Banc de la Reine dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matières criminelles, pour le district de Québec, qui devait s'ouvrir le dix avril prochain 1900, tombe le mardi de la semaine sainte, et que Vendredi-Saint et le lundi de Pâques étant des jours non juridiqués, la tenue du terme à cette date entraînerait des dépenses inutiles et des inconvénients ;

ATTENDU qu'il convient, pour la bonne administration de la justice, de changer le jour de l'ouverture du dit terme et de le fixer au dix-sept avril prochain.

A CES CAUSES, par et de l'avis du conseil exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et pour les présentes, réglons et ordonnons que la date de l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc de la Reine, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matières criminelles, pour le district de Québec, soit changée du DIX AVRIL au DIX SEPT AVRIL prochain 1900, et fixée à cette dernière date, pour cette année seulement.

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent, et de Notre Règne la soixante-troisième.

Par ordre,

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

865

day of January, 1900, to appoint Joseph Menard, of 130, South Main Street, Fall River, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, esquire, Attorney at law, a commissioner to receive affidavits to be used in the courts of record in the province of Québec, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Québec, or necessary for any deed or document to be carried in to execution or to have its civil effect in the province.

778

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council, dated the 5th of February, 1900, to appoint doctor Arthur Simard, of the city of Québec, member of the board of health, for the province of Québec.

844

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.

L. A. JETTÉ.

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS the approaching term of the
Att. Gen. } Court of Queen's Bench, in the exercise of its original jurisdiction in criminal matters for the district of Québec, which was to open at the tenth April next, 1900, falls on Tuesday in Holy Week, and Good Friday and Easter Monday are non-judicial days, the holding of the term at that date would entail unnecessary expense and inconvenience

WHEREAS it is expedient for the proper administration of justice, to change the day of the opening of the said term and to fix it for the seventeenth April next.

THEREFORE, by and with the consent of the executive council of Our province of Québec, We have ordained and enacted and by these presents we do ordain and enact that the date of the opening of the next term of the Court of Queen's Bench in the exercise of its original jurisdiction in criminal matters for the district of Québec, be changed from the TENTH APRIL to the SEVENTEENTH APRIL next, 1900, and be fixed for the latter date for this year only.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this THIRTEENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one in the sixty-third year of Our Re'ga.

By command,

J. E. ROBIDOUX,
Provincial Secretary.

866

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6867.

Wolfestown.

La partie N. O. de la $\frac{1}{2}$ S. E. du lot 23, du 7e rang, à Esdras Parent.

Adj. 6869.

Alleya.

Lot 3, du 7e rang, à David Crites.

Adj. 6870.

Aylwin.

Lot 17, du 9e rang, à Andrew Pritchard.

Adj. 6871.

Wentworth.

Lot 16, du 3e rang, à Robert Newton.

Lot 17, du 3e rang, à Fred. G. Verity.

Lot 18, du 3e rang, à Milo Clowe.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 12 février 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6872.

Morin.

Lot 45, du 3e rang, à Wm. Scobey.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 12 février 1900.

787

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du neuvième jour de février mil neuf cent, incorporant Joseph O. N. Tétrault, marchand; Napoléon Tétrault, marchand; Guillaume-Napoléon Moncel, gentilhomme; Joseph M. Fortier, manufacturier; Remi Gohier, agent d'immeubles, et Frederick H. Markey, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants, à savoir :

Manufacturer, acheter et vendre du cuir et des chaussures et en faire le commerce, sous le nom de "Tétrault Shoe Company," avec un fonds social de soixante et quinze mille piastres (\$75 000), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent piastres (\$100 00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce treizième jour de février 1900.

J. E. ROBIDOUX,
Secrétaire de la province.

845

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6867.

Wolfestown.

N. W. part of the S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 23, in the 7th range, to Esdras Parent.

Adj. 6869.

Alleya.

Lot 3, in the 7th range, to David Crites.

Adj. 6870.

Aylwin.

Lot 17, in the 9th range, to Andrew Pritchard.

Adj. 6871.

Wentworth.

Lot 16, in the 3rd range, to Robert Newton.

Lot 17, in the 3rd range, to Fred. G. Verity.

Lot 18, in the 3rd range, to Milo Clowe.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 12th February, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6872.

Morin.

Lot 45, in the 3rd range, to Wm. Scobey.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 12th February, 1900.

788

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1900, incorporating Joseph O. N. Tétrault, merchant; Napoléon Tétrault, merchant; Guillaume Napoléon Moncel, gentleman; Joseph M. Fortier, manufacturer; Remi Gohier, real estate agent, and Frederick H. Markey, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following objects, viz :

To carry on the business of manufacturing, buying, selling and dealing in leather and boots and shoes, by the name of "Tétrault Shoe Company," with a total capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirteenth day of February, 1900.

J. E. ROBIDOUX,
Provincial secretary.

843

No. 3197.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

de demande de changement de limites de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Saint-Cyriaque", comté de Chicoutimi, les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7, du premier rang du canton de Kénogami, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité de "Jonquière", dans le même comté.

Ce changement de limites, s'il est autorisé, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain 1900.

Les avis publiés les 3 et 10 février courant, sont nuls. 867

No. 836.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dissolution de la dissidence de Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville.

Ordre en conseil du 6 février 1900.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOUVERNEUR en conseil d'ordonner, qu'attendu que les syndics dissidents de la municipalité de Sainte-Brigide, dans le comté d'Iberville, ont laissé passer une année sans avoir une école, soit dans leur propre municipalité, soit conjointement avec d'autres syndics dans une municipalité voisine, et qu'ils n'ont pas mis la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, et de déclarer que la corporation des syndics des écoles dissidentes pour la dite municipalité de Sainte-Brigide, dans le dit comté d'Iberville, est dissoute, et elle est par les présentes dissoute, en conformité au statut en tel cas fait et pourvu. 707-2

No. 222.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

De demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, comté de Richelieu, l'arrondissement No 1, avec les limites qui lui sont assignées comme tel arrondissement, savoir : à partir du haut des limites de la ville de Sorel jusqu'au No 151 inclusivement, du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne de Sorel, et l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Sainte-Anne de Noue."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1900. 749.2

No. 206.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

de demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-David, comté d'Yamaska, l'arrondissement No 1, comprenant les rangs Jonathan, Sainte-Sarah, Sainte-Rosalie, depuis son extrémité nord-est jusqu'au No 694, inclusivement ; Sainte-Cécile depuis et y compris le No 810 au No 822, inclusivement ; le rang Saint-Patrick depuis son extrémité nord jusqu'à et y compris le No 833, le domaine et la partie de la dite paroisse formant le village non incorporé ; d'après les plans et livres de renvoi officiels de la dite paroisse ; et ériger ce territoire

No. 3197.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to change limits of school municipalities.

To detach from the school municipality of "Saint Cyriac", county of Chicoutimi, the lots Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7, of the first range of the township of Kenogami, and annex them, for school purposes, to the municipality of "Jonquiere", in the same county.

This change of boundaries, if it is approved, is to take effect only on the first of July next, 1900.

The notices published the 3rd and 10th February instant, are null. 868

No. 836.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Dissolution of the dissenting school corporation of Sainte-Brigide, in the county of Iberville.

Order in council of the 6th of February, 1900.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to order that whereas the dissenting trustees of the municipality of Sainte-Brigide, in the county of Iberville, have allowed a year to elapse without having any school, either in their own municipality, or jointly with other trustees in an adjoining municipality, and have not put the school law into execution, and do not take any steps to obtain schools, to declare that the corporation of the trustees of the dissenting schools for the said municipality of Sainte-Brigide, in the said county of Iberville, is dissolved, and it is hereby dissolved, the whole pursuant to the statute in such case made and provided. 708

No. 222.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Of application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Sainte-Anne de Sorel, county of Richelieu, district No. 1, with the limits which are assigned to it as such district, to wit : starting from the upper end of the limits of the town of Sorel to No. 151 inclusively, of the cadastre of the parish of Sainte-Anne de Sorel, and to erect it into a distinct school municipality by the name of "Sainte-Anne de Noue."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1900. 750

No. 206.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Of application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the municipality of Saint David, county of Yamaska, the district No. 1, comprising the ranges Jonathan, Sainte-Sarah, Sainte-Rosalie, from its north-east extremity to No. 694 inclusively ; Ste Cécile from and including No. 810 to No. 822, inclusively ; range Saint Patrick from its north extremity to and including No. 833, the domain and the part of the said parish forming the unincorporated village ; according to the official plans and books of reference of the said parish ; and erect this territory into a distinct school muni-

en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-David", dans le dit comté d'Yamaska.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1900. 757-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES, FORETS ET PÊCHERIES.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 27 janvier 1900.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MERCREDI, 23 MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Ottawa Supérieur.—Bloc A, rang 6 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m.

Bloc A, rang 5 : $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m.

Bloc A, rang 4 : $\frac{1}{2}$ N. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No 7, 25 m.

Bloc A, rang 3 : $\frac{1}{2}$ S. No 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No 12, 25 m. ; rang 2 : $\frac{1}{2}$ N. No 12.

Rivière Ottawa.—No 98, 50 m. ; No 99, 50 m. ; No 103, 50 m. ; No 101, 50 m. ; No 590, 19 m. ; No 57, Stag Creek, 8 m. ; No 400, lac Témiscamingue, 12 $\frac{1}{2}$ m. ; No 428, lac Témiscamingue, 25 m. ; No 366, Rivière Noire, 9 m..

Rivière Gatineau.—No 626, 35 m. ; No 622, 30 m. ; No 618, 46 m. ; No 617, 56 m. ; No 616, 35 $\frac{1}{2}$ m. ; No 625, 48 $\frac{1}{2}$ m. ; No 624, 42 $\frac{1}{2}$ m. ; No 623, 46 $\frac{1}{2}$ m. ; No 621, 39 $\frac{1}{2}$ m. ; No 620, 32 m. ; No 619, 41 $\frac{1}{2}$ m. Toute cette partie des limites No 2, 3, 4, 7, 8, 14, 22, 26, 43, 47, 52, 54, 55, contenant une superficie d'environ 245 milles, spécialement indiquée sur une carte du Département des Terres, Forêts et Pêcheries, dont copie se trouve au bureau des bois à Hull. Rivière Gatineau, 87 A, 11 m.

Ottawa Inférieur.—Rivière du Lièvre, branche N. E., No 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ; rivière du Lièvre, branche N. E., No 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ; Lac Némiskachingue, 25 m. ; canton Wentworth, No 4, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Saint-Maurice.—Manouan A. S., 50 m. ; Arrière Manouan A. S., 40 m. ; Arrière Vermillion 7 N., 40 m. ; Arrière Vermillion B. N., 45 m. ; Arrière Saint-Maurice C, 15 m. ; Arrière Saint-Maurice D, 42 m. ; Arrière Saint-Maurice E, 50 m. ; Arrière Flamand 1 Nord, 26 m. ; Arrière Flamand 2 Nord, 50 m. ; Arrière Manouan 2 Sud, 44 m. ; Manouan 3 Nord, 35 m. ; Arrière Manouan 3 Nord, 30 m. ; Arrière Manouan 4 Nord, 30 m. ; Manouan 4 Nord, 50 m. ; Manouan 4 Sud, 50 m. ; Manouan 9 Sud, 35 m. ; Arrière Manouan C Nord, 50 m. ; Arrière Manouan D Nord, 50 m. ; Pierriche 1 Est, 35 m. ; Ile Bostonnais, 10 m. ; Bostonnais moitié 2 Nord, 25 m. ; Bostonnais 3 Nord, 41 m. ; Rivière Saint-Maurice 12 Est, 40 m. ; Rivière Saint-Maurice No 13 Est, 73 m. ; Rivière Windigo : No 1 Est, 50 m. ; No 2 Est, 50 m. ; No 3 Est, 50 m. ; No 4 Est, 50 m. ; No 5 Est, 62 $\frac{1}{2}$ m. ; No 1 Ouest, 42 m. ; No 2 Ouest, 54 m. ; No 3 Ouest, 55 m. ; No 4 Ouest, 57 m. ; Rivière Grande Pierriche No 1, 42 m. ; Rivière Petite Pierriche, No 1, 30 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière Petite

municipality by the name of "Village of Saint David", in the said county of Yamaska.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1900. 758

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 27th January, 1900.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Québec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on WEDNESDAY, the 28th day of MARCH next, at ELEVEN o'clock A. M.

Upper Ottawa.—Bloc A, range 6th : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m.

Block A, range 5 : $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m.

Bloc A, range 4th : $\frac{1}{2}$ N. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 1, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 2, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 3, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 4, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 5, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 6, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 7, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ S. No. 7, 25 m.

Bloc A, range 3 : $\frac{1}{2}$ S. No. 12, 25 m. ; $\frac{1}{2}$ N. No. 12, 25 m. ; range 2 : $\frac{1}{2}$ N. No. 12, 25 m.

Ottawa River.—No. 98, 50 m. ; No. 99, 50 m. ; No. 100, 50 m. ; No. 101, 50 m. ; No. 596, 19 m. ; No. 57, Stag Creek, 8 m. ; No. 400, Lake Temiscamingue, 12 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 428, Lake Temiscamingue, 25 m. ; No. 366 Black River, 9 m.

Gatineau River.—No. 626, 35 m. ; No. 622, 30 m. ; No. 618, 46 m. ; No. 617, 56 m. ; No. 616, 35 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 625, 48 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 624, 42 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 623, 46 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 621, 39 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 620, 32 m. ; No. 619, 41 $\frac{1}{2}$ m. All that portion of limits Nos. 2, 3, 4, 7, 8, 14, 22, 16, 43, 47, 52, 54, 55, covering an area of about 245 miles specially indicated on a map of record in the Département des Terres, Forests and Fisher copies of which are deposited in the Crown timber office at Hull. River Gatineau, 87 A, 11 m.

Lower Ottawa.—Rivière du Lièvre, Branch N. E., No. 7, 31 $\frac{1}{2}$ m. ; Rivière du Lièvre, Branch N. E., No. 8, 27 $\frac{1}{2}$ m. ; Lake Némiskachingue, 25 m. ; township Wentworth No. 4, 3 $\frac{1}{2}$ m.

Saint Maurice.—Manouan A. S., 50 m. ; Rear Manouan A. S., 40 m. ; Rear Vermillion 7 N., 40 m. ; Rear Vermillion B. N., 45 m. ; Rear Saint Maurice C, 25 m. ; Rear Saint Maurice D, 42 m. ; Rear Saint Maurice E, 50 m. ; Rear Flamand 1 North, 26 m. ; Rear Flamand 2 North, 50 m. ; Rear Manouan 2 South, 44 m. ; Manouan 3 North, 35 m. ; Rear Manouan 3 North, 30 m. ; Rear Manouan 4 North, 30 m. ; Manouan 4 North, 50 m. ; Manouan 8 South, 50 m. ; Manouan 9 South, 35 m. ; Rear Manouan C North, 50 m. ; Rear Manouan D North, 50 m. ; Pierriche 1 East, 35 m. ; Bostonnais Island, 10 m. ; half Bostonnais 2 North, 25 m. ; Bostonnais 3 North, 41 m. ; River Saint Maurice No. 12, East, 40 m. ; River Saint Maurice No. 13 East, 73 m. ; River Windigo : No. 1 East, 50 m. ; No. 2 East, 50 m. ; No. 3 East, 50 m. ; No. 4 East, 50 m. ; No. 5 East, 62 $\frac{1}{2}$ m. ; No. 1 West, 42 m. ; No. 2 West, 54 m. ; No. 3 West, 55 m. ; No. 4 West, 57 m. ; River Grande Pierriche No. 1, 42 m. ; River Petite Pierriche, No. 1, 30 $\frac{1}{2}$ m. ; River Petite

Pierriche No 2, 50 m. ; Rivière Windigo branche N. E., No 1, 47½ m. ; Rivière Windigo, branche N. E., No 2, 40 m. ; Rivière Trenche : No 3 Ouest, 50 m. ; No 4 Ouest, 50 m. ; No 5 Ouest, 62 m. ; No 6 Ouest, 50 m. ; No 3 Est, 59 m. ; No 4 Est, 50 m. ; No 5 Est, 59 m. ; No 6 Est, 59 m. ; Rivière Croche No 5 Ouest, 46 m. ; Rivière Croche No 5 Est, 50 m. ; Rivière Croche 6, 16½ m. ; Arrière Mattawin No 3 Sud, 59 m.

Gaspé Centre.—Arrière Dartmouth Nord, 35 m. ; blocs 12 et résidu de 10, 11, 14 et 15, 22 m. ; résidu des blocs 15 et 17, 10 m. ; blocs 13, 23 et 24, 10½ m. ; bloc 21, 8 m. ; bloc 22, 8 m. ; blocs 25 et 26, 10½ m. ; bloc 27, 8 m. ; bloc 28, 8 m. ; bloc 29, 8 m. ; bloc 30, 8½ m. ; blocs 35 et 36, 10½ m. ; résidu des blocs 34 et 39, 14 5/32 m. ; bloc 33, 8 m. ; blocs 37, 47 et 48, 11 1/5 m. ; résidu bloc 41, 5 m. ; résidu des blocs 49, 50, 51, 45, 46 et 52, 14 m. ; résidu des blocs 59, 60, 61 et 62, 16 m. ; résidu des blocs 53, 57 et 58, 16 m. ; Baie de Gaspé Sud, 11 m. ; canton York No 1, 10 m. ; canton York No 2, 36 m. ;

Bonaventure Ouest.—Rivière Escumenc Nord No 1, 12 m. ; Lac Patapédia, 33 m. ; Rivière Nouvelle No 1, 50 m. ; Rivière Nouvelle No 2, 59 m. ; Rivière Nouvelle No 4, 16 m. ; Rivière Nouvelle No 5, 11 m. ; Rivière Nouvelle No 6, 15 m. ; Grande Cascapédia : No 1, 14½ m. ; No 2, 21 m. ; No 3, 21 m. ; No 4, 18 m. ; No 5, 30½ m. ; No 6, 33½ m. ; No 7, 18 m. ; Turner's Brook, 32 m. ; Joshua Brook, 27 m. ; Petite Cascapédia : No 1, 15 m. ; No 2, 28 m. ; canton Mann : No 1, 4½ m. ; No 2, 3½ m. ; No 3, 3½ m. ; No 4, 4½ m. ; No 5, 6 m. ; Clarke's Brook No 2, 4 m. ; Flatlands Brook No 2, 3½ m. ; canton Ristigouche, 2 7/10 m. ; Rivière André, branche Ouest No 2, 3½ m. ; Petite Rivière, milieu Ouest, 11½ m. ; Stuart Brook : No 1, 1½ m. ; No 2, 10½ m. ; Rivière Skimencac, branche Ouest, 5½ m. ; Rivière Skimencac, branche Sud, 9½ m. ; canton Angers No 2, 8 m. ; Mann Brook Est, 7 m. ; canton Carleton No 5, 3½ m. ; canton Nouvelle No 2 Ouest, 7½ m. ; Rivière Patapédia No 1 Est, 28 m. ; Rui-seau Tom Ferguson, 33 m. ; Indian Brook 56 m. ; Red Pine and Chamberlain Brook, 38 m.

Lac Saint-Jean centre.—Canton Caron No 1, 5 m. ; canton Caron No 2, 8½ m. ; canton Taillon No 44, 27½ m. ; canton Dequen No 152, 8 m. ; canton Dequen No 153, 16 m.

Lac Saint-Jean Ouest.—2e rang : No 5, 35 m. ; No 7, 23½ m. ; No 8, 25 m. ; 3e rang : No 5, 34 m. ; No 6, 30 m. ; No 9, 26½ m. ; canton Charlevoix No 1, 12½ m. ; canton Dolbeau No 1, 18 m. ; Rivière Peribonka, No 125, 40 m. ; Rivière Peribonka, No 127, 50 m.

Lac Saint-Jean Nord-Ouest.—1er rang : No 1, 41 m. ; 2e rang : No 2, 22 m. ; 3e rang : No 2, 19 m. ; 4e rang : No 1, 33 m.

Lac saint-Jean Est.—Canton Laterrière No 1, 4 m. ; No 18, sud du lac Kenogami, 16 m. ; canton Boileau, 23 m.

Gaspé Ouest.—Canton Duchesnay Est, 30 milles ; canton Duchesnay Ouest, 37 milles ; canton Christie Est, 23½ milles ; canton Christie Ouest, 31 milles ; canton Tourelle Est, 42 milles ; canton Tourelle Ouest, 32 milles.

Rimouski Est.—Canton Saint-Denis, 14 m. ; canton MacNider, No 4, 5½ m. ; canton Mataue, No 3, 6½ m.

Grandville.—Canton Chabot, No 1, 11½ m. ; canton Chabot, No 2, 6 m. ; Rivière Noire, No 47, 33½ m.

Montmagny.—Canton Mailloux, No 2, 27 1/10 m. ; Rolette et Roux sud, 8 1/5 m. ; canton Bellechasse, 8 m.

Gaspé Est.—Rivière Port Daniel Centre, 12 m. ; seigneurie de Pabos, 10 m. ; canton Rameau No 2, 21 m.

Bonaventure Est.—Rivière Bonaventure No 3, 50 m. ; Arrière Rivière Bonaventure No 1, 28 m. ; Arrière Rivière Bonaventure No 2, 32 m.

Rimouski Ouest.—Canton Neigette No 1, 11 m.

30½ m. ; River Petite Pierriche No. 2, 50 m. ; River Windigo branch N. E., No. 1, 47½ m. ; River Windigo, branch N. E., No. 2, 40 m. ; River Trenche No. 3 West, 50 m. ; No. 4 West, 50 m. ; No. 5 West, 62 m. ; No. 6 West, 50 m. ; No. 3 East, 59 m. ; No. 4 East, 50 m. ; No. 5 East, 59 m. ; No. 6 East, 59 m. ; Rivière Croche, No. 5 West, 46 m. ; Rivière Croche, No. 5 East, 50 m. ; Rivière Croche 6, 16½ m. ; Rear Mattawin No. 3 South, 59 m.

Gaspé Centre.—Rear Dartmouth North, 35 m. ; blocs 12 and residue of 10, 11, 14 and 15, 22 m. ; residue of blocks 15 and 17, 10 m. ; blocks 13, 23 and 24, 10½ m. ; block 21, 8 m. ; block 22, 8 m. ; blocks 25 and 26, 10½ m. ; block 27, 8 m. ; block 28, 8 m. ; block 29, 8 m. ; block 30, 8½ m. ; blocks 35 and 36, 10½ m. ; residue of blocks 34 and 39, 14 5/32 m. ; block 33, 8 m. ; blocks 37, 47 and 48, 11 1/5 m. ; Residue of block 41, 5 m. ; residue of blocks 49, 50, 51, 45, 46 and 52, 14 m. ; residue of blocks 53, 57, 61 and 62, 16 m. ; residue of blocks 55, 57 and 58, 16 m. ; Gaspé Bay South, 11 m. ; township York No 1, 10 m. ; township York No 2, 36 m.

Bonaventure West.—River Escumenc North No. 1, 12 m. ; Lake Patapédia, 33 m. ; River Nouvelle No. 1, 50 m. ; River Nouvelle No. 2, 59 m. ; River Nouvelle No. 4, 16 m. ; River Nouvelle No. 5, 11 m. ; River Nouvelle No. 6, 15 m. ; Grande Cascapédia No. 1, 14½ m. ; No. 2, 21 m. ; No. 3, 21 m. ; No. 4, 18 m. ; No. 5, 30½ m. ; No. 6, 33½ m. ; No. 7, 18 m. ; Turner's Brook, 32 m. ; Joshua Brook, 27 m. ; Petite Cascapédia No. 1, 15 m. ; No. 2, 28 m. ; township Mann No. 1, 4½ m. ; No. 2, 3½ m. ; No. 3, 3½ m. ; No. 4, 4½ m. ; No. 5, 6 m. ; Clarke's Brook No. 2, 4 m. ; Flatlands Brook No. 2, 3½ m. ; township Ristigouche, 2 7/10 m. ; River André, West branch No. 2, 3½ m. ; Little River, west middle, 11½ m. ; Stuart Brook No. 1, 1½ m. ; No. 2, 10½ m. ; River Skimencac, west branch, 5½ m. ; River Skimencac, south branch, 9½ m. ; township Angers No. 2, 8 m. ; Mann Brook east, 7 m. ; township Carleton No. 5, 3½ m. ; township Nouvelle No. 2 west, 7½ m. ; River Patapédia, No. 1 east, 28 m. ; Tom Ferguson's Brook, 33 m. ; Indian Brook 56 m. ; Red Pine and Chamberlain Brook, 38 m.

Lake Saint-John Centre.—Township Caron No 1, 5 m. ; township Caron No 2, 8½ m. ; township Taillon No 44, 27½ m. ; township Dequen, No 152, 8 m. ; Township Dequen No 153, 16 m.

Lake Saint-John West.—2nd range : No 5, 35 m. ; No 7, 23½ m. ; No 8, 25 m. ; 3rd range : No 5, 34 m. ; No 6, 30 m. ; No 9, 26½ m. ; township Charlevoix No 1, 12½ m. ; township Dolbeau No 1, 18 m. ; Peribonka River, No 125, 40 m. ; Peribonka River No 127, 50 m.

Lake Saint-John North West.—1st rang : No 1, 41 m. ; 2nd range : No 2, 22 m. ; 3rd range : No 2, 19 m. ; 4th rang : No 1, 33 m.

Lake Saint-John East.—Township Laterrière No 1, 4 m. ; No 18, South of Kenogami Lake, 16 m. ; township Boileau, 23 m.

Gaspé West.—Township Duchesney East, 30 miles ; township Duchesney West, 37 miles ; township Christie East, 23½ miles ; township Christie West, 31 miles ; township Tourelle East, 42 miles ; township Tourelle West, 32 miles.

Rimouski East.—Township Saint Denis, 14 m. ; township McNider, No. 4, 5½ m. ; township Mataue, No. 3, 6½ m.

Grandville.—Township Chabot, No. 1, 11½ m. ; township Chabot, No. 2, 6 m. ; Black River, No 47, 33½ m.

Montmagny.—Township Mailloux, No. 2, 27 1/10 m. ; Rolette and Roux south, 8 1/5 m. ; township Bellechasse, 8 m.

Gaspé East.—River Port Daniel Centre, 12 m. ; seigniorie of Pabos, 10 m. ; township Rameau No 2, 21 m.

Bonaventure East.—River Bonaventure No. 3, 50 m. ; Rear River Bonaventure No. 1, 28 m. ; Rear River Bonaventure No. 2, 32 m.

Rimouski west.—Township Neigette, No. 1, 11

canton Neigette No 2, 8 m. ; Arrière rivière Métis Est, 18½ m. ; Arrière Mistigouèche, 35 m. ; canton Macpès No 4, 1½ m. ; canton Macpès No 5, 4½ m. ; canton Macpès No 6, 7 m. ; canton Bédard No 1, 16½ m. ; canton Bédard No 2, 27 m. ; canton Chénier No 1, 40 m. ; canton Chénier No 2, 45 m. ; rivière Jean Lvesque, B, 17½ m.

Vallée de la Matapédia. — McNider No 5, 2 m. ; rivière Humqui, A, 18 m. ; ruisseau Sauvage C, 18 m. ; ruisseau Milnikék D, 10 m. ; ruisseau Meadow E, 1½ m. ; ruisseau Meadow F, 18½ m. ; ruisseau Meadow G, 26 m. ; ruisseau Meadow H, 16 m. ; canton Humqui No 1, 7½ m. ; canton Humqui No 2, 2½ m.

Saint Charles. — Rivière Petite Pikauba, 104 m. ; rivière Cyrac et Boisvert, 35 m. ; rivière Pikauba ou Chicoutimi, 240 m.

Saguenay. — Canton Arnault, 30 m. ; canton Iberville, No 2, 2 m. ; Rivière Amédée, 50 m. ; Rivières à la Chasse et aux Anglais, 34 m. ; Saint-Laurent Ouest, 30 m. ; Rivière Mistassini et Sheldrake, No 1, 32½ m. ; Rivière Saint-Nicholas, 30 m. ; Rivière au Bouleau : No 1, 32 m. ; No 2, 20 m. ; No 3, 26 m. ; No 4, 28 m. ; No 5, 39 m. ; No 6, 29 m. ; Rivières Tortue, No 1, 26 m. ; No 2, 18 m. ; No 3, 28 m. ; No 4, 30 m. ; No 5, 34 m. ; No 6, 29 m. ; No 7, 26 m. ; Rivière Saint-Jean, No 5, 20 m. ; No 6, 20 m. ; No 7, 12 m. ; No 8, 12 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 1, 12 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 2, 18 m. ; Rivière Saint-Jean, Branche Est, No 3, 20 m. ; Rivière au Saumon, No 1, 34 m. ; Rivière Chambers, No 1, 44 m. ; Rivière Portneuf : No 1 est, 10 m. ; No 2 est, 50 m. ; No 3 est, 50 m. ; No 4 est, 50 m. ; No 1 ouest, 50 m. ; No 2 ouest, 50 m. ; No 3 ouest, 50 m. ; No 4 ouest, 50 m. ; Rivière Manicouagan No 3, 24 m. ; No 4, 27 m. ; No 6, 58 m. ; Saguenay Ouest No 1 A, 10 m. ; Rivière Romaine 400 m. ; rivière Mingou, 250 m. ; rivière Manitou No 3 Est, 32 m. ; rivière Pigeon No 1, 26 m. ; rivière Pigeon No 2, 26 m. ; rivière Maggie No 1, 32 m. ; No 2, 32 m. ; No 3, 32 m. ; No 4, 32 m. ; No 5, 32 m. ; No 6, 32 m. ; No 7, 32 m. ; No 8, 32 m. ; rivière Jupitagan, 24 m. ; rivière au Tonnerre, 24 m. ; rivière Malbaie No 2, 16 m. ; No 3, 30 m. ; No 4, 31 m. ; No 5, 30 m. ; No 6A, 22 m. ; No 7a, 40 m. ; No 8, 33 m. ; No 9, 30 m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B. — Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
Forêts et Pêcheries.

m. ; township Neigette, No. 2, 8 m. ; Rear Métis river east, 18½ m. ; Rear Mistigouèche, 35 m. ; township Macpès, No. 4, 1½ m. ; township Macpès, No. 5, 4½ m. ; township Macpès, No. 6, 7 m. ; township Bédard, No. 1, 16½ m. ; township Bédard, No. 2, 27 m. ; township Chénier, No. 1, 40 m. ; township Chénier, No. 2, 45 m. ; river Jean Lvesque, B, 17½ m.

Matapédia Valley. — McNider, No. 5, 2 m. ; Humqui river, A, 18 m. ; Indian Brook, C, 18 m. ; Milnikék brook, D, 10 m. ; Meadow brook, E, 1½ m. ; Meadow brook, F, 18½ m. ; Meadow brook, G, 26 m. ; Meadow brook, H, 16 m. ; Humqui township, No. 1, 7½ m. ; Humqui township, No. 2, 2½ m.

Saint Charles. — Little river Pikauba, 104 m. ; rivers Cyrac and Boisvert, 35 m. ; river Pikauba or Chicoutimi, 240 m.

Saguenay. — Township Arnault, 30 m. ; township Iberville, No 2, 2 m. ; River Amédée, 50 m. ; Rivers à la Chasse et aux Anglais, 34 m. ; Saint Laurent West, 30 m. ; Rivers Mistassini and Sheldrake, No. 1, 32½ m. ; River Saint Nicolas, 30 m. ; River au Bouleau, No. 1, 32 m. ; No. 2, 20 m. ; No. 3, 26 m. ; No. 4, 28 m. ; No. 5, 39 m. ; No. 6, 29 m. ; River Tortue, No. 1, 26 m. ; No. 2, 18 m. ; No. 3, 28 m. ; No. 4, 30 m. ; No. 5, 34 m. ; No. 6, 29 m. ; No. 7, 26 m. ; River Saint Jean No. 5, 20 m. ; No. 6, 20 m. ; No. 7, 12 m. ; No. 8, 12 m. ; River Saint Jean, East Branch, No. 1, 12 m. ; River Saint Jean, East Branch, No. 2, 18 m. ; River Saint Jean, East Branch, No. 3, 20 m. ; River au Saumon, No. 1, 34 m. ; River Chambers, No. 1, 44 m. ; River Portneuf, No. 1 est, 10 m. ; No. 2 East, 50 m. ; No. 3 East, 50 m. ; No. 4 East, 50 m. ; No. 1 West, 50 m. ; No. 2 West, 50 m. ; No. 3 West, 50 m. ; No. 4 West, 50 m. ; River Manicouagan, No. 3, 24 m. ; No. 4, 27 m. ; No. 6, 58 m. ; Saguenay West, No. 1 A, 10 m. ; river Romaine, 400 m. ; river Mingou, 250 m. ; river Manitou No. 3 East, 32 m. ; river Pigeon No. 1, 26 m. ; river Pigeon No. 2, 26 m. ; river Maggie No. 1, 32 m. ; No. 2, 32 m. ; No. 3, 32 m. ; No. 4, 32 m. ; No. 5, 32 m. ; No. 6, 32 m. ; No. 7, 32 m. ; No. 8, 32 m. ; river au Tonnerre, 24 m. ; river Malbaie No. 2, 16 m. ; No. 3, 30 m. ; No. 4, 31 m. ; No. 5, 30 m. ; No. 6A, 22 m. ; No. 7a, 40 m. ; No. 8, 33 m. ; No. 9, 30 m.

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B. — No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
Forests and Fisheries.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES
AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

4023 JNO. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

4021 EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES RÈGLEMENTS SPECIAUX
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE
AND HOUSE OF COMMONS, RELATING
TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

4024 JNO. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

4022 EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE
HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in

compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revues par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revus et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4025

Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant

accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

4026

Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line

tente commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière, donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers du comité constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à

or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock com-

une compagnie à fonds social, ou d'amender telle chartre, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. O. L.

555

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passage, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou à rapporter à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou

pany, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing is same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE
O. L. C.

556

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private

conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refusés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.”

“Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.”

“Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.”

“Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) “Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.”

or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines, positions of the works of any such electric and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets;

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) “Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.”

ERRATUM.

Pages 112 et 113, vente de terres du comté de Témiscouata, municipalité de la paroisse de Sainte-Rose de Dégélé. Terre de Joseph Fortin, dans la colonne suivant la désignation, lire les mots suivants : "Partie du No. 421, du plan de la seigneurie de W. W. Thomas."

Au lieu de No du cadastre, lire : "No du cadastre ou du lot."

L'erratum publié le 27 janvier dernier est nul.

751-2

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

1° Pour inclure le contrôleur et l'auditeur de la cité dans la sous-section (d) de la section 1, concernant les dispositions interprétatives.

2° Pour amender l'article 43, de manière à enlever le droit de vote aux propriétaires qui n'ont pas payé leurs taxes d'affaires ou d'eau.

3° Pour retrancher la sous-section 5, de l'article 47.

4° Pour retrancher les mots "contributions foncières F" de l'article 48.

5° Pour corriger une erreur de copiste dans l'article 61, de la version anglaise, et le faire correspondre avec la version française.

6° Pour amender le 1er paragraphe de la sous-section 3 de l'article 92, relatif à la déclaration solennelle de la formule 7, de manière à faire concorder la formule avec le dit article, ou le dit article avec la dite formule.

7° Pour amender l'article 222, de manière à faire correspondre la version française avec la version anglaise, en adoptant la plus complète.

8° Pour amender la sous-section 41, de l'article 300, de manière à obliger les laitiers à adopter les mesures requises par le conseil d'hygiène provincial, relativement au lait.

9° Pour amender la sous-section 51, de l'article 300, de manière à obliger le médecin, la sage-femme ou tout autre personne à faire la déclaration requise pour l'enregistrement.

10° Pour amender l'article 307, relatif au paiement des frais et de l'amende dans le cas d'emprisonnement.

11° Pour faire usage du fonds de réserve dans certains cas, et à certaines conditions.

12° Concernant l'exemption de taxes pour un certain temps, des machines, du matériel et de l'outillage des établissements industriels de la cité.

13° Pour amender l'article 477, concernant le salaire des recorders.

14° Pour amender l'article 546, relativement au mode d'expropriation des privilèges de la compagnie de chemin de fer incliné du Mont-Royal.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de ville.
Montréal, 29 décembre 1899.

309-4

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que la compagnie de Pulpe de Jonquière, incorporée par lettres patentes, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte spécial dans le but d'augmenter, confirmer et compléter les pouvoirs à elle conférés et accordés par les dites

ERRATUM.

Pages 112 and 113, sale of lands of the county of Témiscouata, municipality of the parish of Sainte-Rose du Dégélé, Lot of Joseph Fortin, in the column following the description, read the following words : "Part of No. 421, of the plan of the seigniorie of W. W. Thomas."

Instead of cadastral No., read : "Cadastral or lot No."

The erratum published the 27th January last, is null.

752

Applications to the Legislature

PUBLIC NOTICE

The city of Montreal give notice that it will apply to the legislature, at its next session, to obtain amendments to its charter, on the following matters :

1. To include the city comptroller and auditor in sub-section (d) of section 1, concerning the interpretative provisions.

2. To amend article 43, so as to deprive of the right to vote such proprietors as have not paid their business of water taxes.

3. To strike out sub-section 5, of article 47.

4. To strike the words "assessments on real estate" from article 48.

5. To correct a clerical error in article 61, of the english version, and make the same correspond with the french version.

6. To amend the 1st paragraph of sub-section 3 of article 92, in reference to the solemn declaration in form 7, so as to make the said form correspond with said article, or the said article with the said form.

7. To amend article 222, so as to make the french version correspond with the english version, adopting the more complete version.

8. To amend sub-section 41, of article 300, so as to compel milkmen to adopt the measures required by the provincial board of health, in reference to milk.

9. To amend sub-section 51, of article 300, so as to compel the physician, the mid-wife or any other person to make the declaration required for registration.

10. To amend article 307, in reference to the payment of the costs and fine in the case of imprisonment.

11. To use the reserve fund in certain cases, and upon certain conditions.

12. Concerning the exemption of taxes, for a certain period of time, on the machinery, working-stock and plant of industrial establishments in the city.

13. To amend article 477, concerning the salary of the Recorders.

14. To amend article 546, respecting the mode of expropriation of the privileges of the Mount Royal Incline Railway Company.

L. O. DAVID,
City clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.

Montreal, 20th December, 1899.

310

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "La Compagnie de Pulpe de Jonquière," incorporated by letters patent, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain a special act for the purpose of increasing, confirming and completing the powers conferred on and granted to the said company by

lettres patentes ; d'obtenir le pouvoir d'exproprier et acquérir les terrains avoisinants et situés sur les bords de la rivière aux Sables et du lac Kinogami, dans le comté de Chicoutimi, et à l'embouchure de la rivière Chicoutimi, dit comté ; construire des digues et jetées pour exploiter les pouvoirs hydrauliques de la dite rivière aux Sables, dans toute sa longueur ; de construire, ériger, et maintenir des réservoirs et digues pour augmenter les dits pouvoirs hydrauliques ; d'augmenter son capital social et d'emprunter sur débetures ou autrement ; acquérir des propriétés immobilières et des limites à bois dans les comtés de Chicoutimi et lac Saint-Jean ; construire des usines pour manufacturer la pulpe dans les dits endroits, et en faire le commerce dans toutes ses branches, d'obtenir les pouvoirs s'y rattachant et pour autres fins.

SAVARD & SAVARD,
Procureurs des requérants.

Chicoutimi, 16 janvier 1900. 387-5

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Louis S. Margolese, de la cité et du district de Montréal, au nombre de ses membres après examens.

JOS. BARNARD,
Procureur du requérant.

Montréal, 17 janvier 1900. 603-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de définir les pouvoirs des exécuteurs du testament et codicille de feu William Watson Ogilvie, pour pourvoir à la nomination et remplacement des exécuteurs, pour autoriser l'incorporation des affaires du testateur, comme compagnie à fonds social, et pour transporter les dites affaires à une compagnie en opération, et pour autres objets y ayant rapport.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 janvier 1900. 379-5

Avis est par le présent donné que la Compagnie du Chemin de fer Québec et Lac St-Jean, s'adressera à la législature de Québec, à sa session, commençant le 18 janvier courant (1900), pour obtenir des amendements à son acte d'incorporation comme suit, à savoir : pour obtenir l'autorisation d'émettre des obligations comportant première hypothèque ayant préséance sur les obligations déjà émises ; émettre des obligations de revenu dans le but de racheter en tout ou en partie les obligations non payées de la compagnie, émettre des stocks préférentiels et par d'autres fins.

CARON, PENTLAND & STUART,
Solliciteurs des requérants.

Québec, 10 janvier 1900. 427-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer The W. W. Ogilvie Milling Company, avec le pouvoir de construire ou acquérir et mettre en opération des éleveurs, vaisseaux et moulins en rapport à l'achat, la vente et le transport de grains, et la manufacture et vente de la farine et autres produits du grain, avec pouvoir de faire toutes telles affaires, et avec le droit d'acquérir toutes affaires existantes de même nature, et de les payer par l'émission d'actions complètement payées ou autrement, et pour autres objets y ayant rapport.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 janvier 1900. 381-5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite, par Horace J. Deemer, à la législature de la province de Québec, à sa pré-

the said letters patent ; to obtain the power to expropriate and acquire the lands adjoining and situate on the edge of the Rivière aux Sables and of the lake Kinogami, in the county of Chicoutimi, and at the mouth of the river Chicoutimi, said county ; to build dikes and jetties to utilize the hydraulic powers ; of the said Rivière aux Sables, throughout its entire length ; to build, erect and maintain reservoirs and dams to increase the said hydraulic powers, to increase its capital stock and to borrow on debentures and otherwise ; to acquire real estate and timber limits in the counties of Chicoutimi and lake Saint John ; to erect workshops for the manufacture of pulp at the said places, and to trade therein in all its branches, to obtain the power relating thereto, and for other purposes.

SAVARD & SAVARD,
Attorneys for petitioners.

Chicoutimi, 16th January, 1900. 388

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its session, for an act to authorize the bar of the province of Quebec, to admit Louis S. Margolese, of the city and district of Montreal, among its members after passing the examinations.

JOS. BARNARD,
Solicitor for petitioner.

Montreal, 17th January, 1900. 604

Notice is hereby given that application will be made at the present session of the legislature of the province of Quebec, for an act to define the powers of the executors under the last will and codicil thereto of the late William Watson Ogilvie, to provide for the appointment and replacing of executors, to authorize the incorporation of the business of the testator as a joint stock company, and the disposal of said business to a company as a going concern, and for other purposes incidental thereto.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solliciteurs for applicants.

Montreal, 17th January, 1900. 380

Notice is hereby given that the Quebec and Lake St. John Railway Company, will apply to the legislature of Quebec, at its session, beginning on the 18th January instant (1900), for amendments to its act of incorporation in the following among other respects, viz : For authority to issue prior lien bonds, taking precedence of the bonds already issued ; to issue income bonds for the purpose of redeeming in whole or in part the outstanding bonds of the company ; to issue preference stock and for other purposes.

CARON, PENTLAND & STUART,

Solliciteurs for applicants.
Quebec, 10th January, 1900. 428

Notice is hereby given that application will be made at the present session of the legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the W. W. Ogilvie Milling Company, with power to build or acquire and operate elevators, vessels and mills in connection with the purchase, sale and transport of grain, and the manufacture and sale of flour and other products of grain, with power to carry on all such business, and with the right to acquire any existing business of a like nature, and to pay for the same by the issue of fully paid-up stock or otherwise, and for all other purposes incidental thereto.

HALL, CROSS, BROWN,
SHARP & COOK,
Solliciteurs for applicants.

Montreal, 17th January, 1900. 382

Notice is hereby given that application will be made, by Horace J. Deemer, at the present session of the legislature of the province of Quebec, for

rente session pour la passation d'un acte afin d'obtenir certaines modifications dans la loi de la province de Québec, en rapport aux baux de pêche, licences et territoires de chasse, de manière à pourvoir à l'extension de certains baux de limites de pêche maintenant en sa possession et pour lui permettre, ses héritiers, exécuteurs, représentants ou y ayant droit, de renouveler les dits baux à leur volonté, aussi pour lui permettre ou aux susdites personnes de louer les territoires de chasse dans le pays voisin du lac Saint-Jean et de la rivière Saguenay, pour une période plus longue que maintenant permis par la loi ; aussi exempter toute personne, quoique non domiciliée dans la province de Québec, de l'obligation de tenir une licence si telle personne pêche dans aucune des eaux ou chasse dans aucuns des territoires de chasse maintenant loués à Horace J. Beemer, ou qui peuvent à l'avenir en vertu des dispositions de l'acte maintenant demandé lui être loués ou aux susdites personnes ; aussi pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de temps à autre de vendre ou d'accorder des octrois gratuits au dit Horace J. Beemer, ses héritiers, exécuteurs, représentants ou y ayant droit de telles terres publiques dans la région du Saguenay, suivant l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, il est à propos de vendre ou accorder ainsi dans l'intérêt public, de manière à assurer la protection et la sûreté du frai du poisson et les endroits de production du gibier et des oiseaux ou de manière à remplir les buts de l'acte demandé ; aussi pour permettre au dit Horace J. Beemer, ses héritiers, exécuteurs, représentants ou y ayant droit, d'ériger des hôtels, construire des camps pour l'accommodation des touristes et des amateurs du sport, construire des chemins, ponts, débarcadères, établir des laboratoires de pisciculture pour la propagation du poisson et des pares de gibier pour la production du gibier, contracter pour fournir des guides, canots, équipement de camp, provisions et autres choses nécessaires ; aussi de construire, équiper et maintenir des lignes de bateaux à vapeur et vaisseaux sur les eaux en sa possession ou loués par lui ou par les personnes susdites ; et en général de faire toutes choses requises ou opportunes pour remplir les buts de l'acte demandé ; aussi pour autoriser le transport à aucune association, compagnie ou corporation formée à l'avenir suivant la loi, d'aucun droit, pouvoir ou privilège accordés par le dit acte ; aussi pour autoriser aucune telle association ou compagnie de contracter avec le dit Horace J. Beemer pour transiger tous les susdits objets ou aucun d'eux.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Procureurs du requérant.
Québec, 8 février 1900. 753-2

the passing of an act making certain modifications in the law of the province of Quebec, with respect to fishing leases, licenses and hunting territories, in order to provide for the extension of certain leases of fishing limits now held by him and to enable him his heirs, executors, representatives or assigns to renew the said leases at their option, also to enable him or them to lease hunting territories in the country adjacent to Lake Saint John and the Saguenay river, for a longer period than is at present allowed by law ; also to exempt any person, although not domiciled in the province of Quebec, from the obligation to hold a license if such person fishes in any of the waters or hunts in any of the hunting territories now leased to Horace J. Beemer, or which may hereafter under the provisions of the act now applied for be leased to him or them ; also to enable the lieutenant governor in council from time to time to sell to or to make free grants to the said Horace J. Beemer, his heirs, executors, representatives or assigns of such public lands in the Saguenay region, as in the opinion of the lieutenant governor in council, it is expedient so to sell or grant in the public interest, in order to assure the protection and safety of the spawning beds of fish and the breeding places of game animals and birds or in order to carry out the objects of the act applied for ; also to enable the said Horace J. Beemer, his heirs, executors, representatives or assigns to erect hotels, build camps for the accommodation of tourists and sportmen, construct roads, bridges and landing places, establish hatcheries for the propagation of fish and game parks for the breeding of game, contracted to furnish guides, canoes, camp equipment, provisions and other necessaries ; also to build, equip and maintain lines of steamers and vessels upon the waters so held and lease by him or them ; and generally to do all things requisite or expedient for the carrying out of the purposes of the act applied for ; also to authorize the transfer to any association, company or corporation hereafter lawfully formed, any right, power or privilege conferred by the said act ; also to authorize any such association or company to contract with the said Horace J. Beemer for the carrying out of all or any such objects.

FITZPATRICK, TACHEREAU & ROY,
Attorneys for petitioner.
Quebec, 8th February, 1900. 754

Avis Divers

PUBLIÉ EN VERTU DE 58 VICT., CH. 37, SEC. 2.

Règlement changeant le siège principal des affaires.

Règlement No 2.

Attendu que le siège principal des affaires de "The Abenakis Springs Hotel Company" est dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal et province de Québec ;

Et attendu qu'il a été jugé à propos que le dit siège soit transféré dans la paroisse de Saint-François du Lac, à l'endroit connu sous le nom des Abenakis Springs, Québec, dans la dite paroisse.

En conséquence "The Abenakis Springs Hotel Company" décrète ce qui suit :

1° Que le siège principal des affaires de "The Abenakis Springs Hotel Company" soit et est par le présent transféré de la cité de Montréal à la paroisse

Miscellaneous Notices

PUBLISHED UNDER 58 VICT., CH. 37, SEC. 2.

By-law changing head office.

By-law number 2.

Whereas the head office of the Abenakis Springs Hotel Company, is in the city of Montreal, in the district of Montreal and province of Quebec ;

And whereas it has been deemed expedient that the same should be changed to the parish of Saint-François du Lac, at the place known as Abenakis Springs, Quebec, in the said parish.

Therefore the Abenakis Springs Hotel Company enact as follows :

1° That the head office of the Abenakis Springs Hotel Company be and the same is hereby changed from the city of Montreal, to the parish of Saint

de Saint François du Lac, à l'endroit connu comme Abenakis Springs, Qué., dans la dite paroisse.

2° Que ce règlement soit soumis avec toute la diligence possible, pour être approuvé par les actionnaires de la compagnie, à une assemblée générale d'iceux, convoquée pour la prise en considération d'icelui.

Passé ce 7ème jour de novembre A. D., 1899.

(Signé), JULES ALLARD,
Président.
R. G. KIMPTON,
Secrétaire.
803

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1220.

Dame Kate Keough, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adélaré Lauzon, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à l'effet des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Adélaré Lauzon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la présente cause.

RIELLE & BOND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 février 1900. 783

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2481.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Marie-Adéline-Victoria Bouthillier, de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, district de Montréal, contre son mari, George Vincent, cultivateur, du même lieu.

GEOFFRION & MONET,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 12 février 1900. 789

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3087.

Dame Virginie Rochon, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse de P. L. A. Lefebvre, du même lieu, commerçant, a institué, ce jour, contre son dit mari, une action en séparation de biens.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 14 décembre 1899. 823

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 9.

Dame Diana Dauplaise, épouse de Walter Parenteau, fromager, de Saint-Cyrille de Wendover,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Walter Parenteau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. E. MÉTHOT,
Procureur de la demanderesse.
Daté ce 13 février 1890. 819

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Eméline Beauchemin, de la paroisse de Sainte-Flore, dit district, épouse de Luc Girard, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Luc Girard, commerçant, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

E. D. BOISCLAIR,
Avocat de la demanderesse.
Trois-Rivières, 6 février 1900. 733-2

François du Lac, at the place known as Abenakis Springs, Que., in the said parish.

2° That the by-law be submitted with all due dispatch for the sanction of the shareholders of the company, at a general meeting thereof, to be called for considering the same.

Passed this 7th day of November, A. D., 1899.

(Signed), JULES ALLARD,
President,
R. G. KIMPTON,
Secretary.
804

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1220.

Dame Kate Keough, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adélaré Lauzon, of the same place, trader, duly authorized for the purposes of the present action.

Plaintiff ;

vs.

The said Adélaré Lauzon, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted in the present cause.

RIELLE & BOND,
Attornys for plaintiff.
Montreal, 8th February, 1900. 784

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 2481.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by Dame Marie-Adéline-Victoria Bouthillier, of the parish of Saint Antoine de Longueuil, district of Montreal, against her husband, George Vincent, of the same place, farmer.

GEOFFRION & MONET,
Attorneys' for plaintiff.
Montreal, 12th February, 1900. 800

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3087.

Dame Virginie Rochon, of the city of Montreal, district of Montreal, wife of P. L. A. Lefebvre, of the same place, trader, has, this day, instituted an action against her said husband, for separation as to property.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 14th December, 1900. 824

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No 9.

Dame Diana Dauplaise, wife of Walter Parenteau, of Saint C, rille, Wendover, cheese manufacturer,
Plaintiff ;

vs.

The said Walter Parenteau, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this matter.

J. E. MÉTHOT,
Attorney for the plaintiff.
Dated this 13th February, 1900. 820

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Dame Eméline Beauchemin, of the parish of Sainte Flore, said district, wife of Luc Girard, duly authorized to est. r en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Luc Girard, trader, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, to day.

E. D. BOISCLAIR,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 6th February, 1900. 734

Provinces de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 395.

Dame Marie Rose Délima Trudeau, de la paroisse de Longueuil, district de Montréal, épouse de Pierre Vincent, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre lui.

GLOBENSKY & LAMARRE,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 6 février 1900. 741-2

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No. 599.

Dame Marie Anne Beaudin, de la paroisse de Sainte-Cécile, district de Beauharnois, épouse commune en biens de Noël Chaput, agent, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs

Le dit Noël Chaput, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.
 L. J. PAPINEAU,
 Avocat de la demanderesse.
 Beauharnois, 3 février 1900. 695-2

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No. 4268.

Dame Alexina Sylvestre, épouse commune en biens de Julien Brouillet, forgeron, de la paroisse de Saint-Norbert, dans le comté de Berthier et district de Joliette, dûment autorisée par le juge à ester en justice aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs

Julien Brouillet, forgeron, de la paroisse de Saint-Norbert, dans le comté de Berthier et district de Joliette, Défendeur.
 La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.
 J. B. BROUSSEAU, C. R.,
 Avocat de la demanderesse.
 Sorel, 5 janvier 1900. 539.3

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No. 6614.

Dame Clara Grenier, épouse commune en biens de Paul Bonnette, marchand, tous deux de Granby, dit district, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MEUNIER & MEUNIER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sweetsburg, 27 janvier 1900. 547-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No. 1133.

Dame Valentine Gascon, épouse commune en biens de Arthur Chassé, épiciier, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MEUNIER & MEUNIER,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 24 janvier 1900. 545-3

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District d'Iberville. }
 No. 195.

Dame Valentine Harbec, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse de Napoléon Poutré, fils, hôtelier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice a intenté ce jour une action en séparation de bien contre le dit Napoléon Poutré, fils.

GIRARD & PELLETIER,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Jean 24 janvier 1900. 489-4

2

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 395.

Dame Marie Rose Délima Trudeau, of the parish of Longueuil, district of Montreal, wife of Pierre Vincent, farmer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against him.

GLOBENSKY & LAMARRE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 6th February, 1900. 742

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 599.

Dame Marie Anne Beaudin, of the parish of Sainte-Cécile, district of Beauharnois, wife common as to property of Noël Chaput, agent, of the same place, and duly authorized to sue,
 Plaintiff ;

vs

The said Noël Chaput, Défendant.
 An action in separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.
 L. J. PAPINEAU,
 Attorney for plaintiff.
 Beauharnois, 3rd February, 1900. 696

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4268.

Dame Alexina Sylvestre, wife common as to property of Julien Brouillet, blacksmith, of the parish of Saint-Norbert, in the county of Berthier and district of Joliette, duly authorized by the judge to institute legal proceedings for the purposes hereof,
 Plaintiff ;

vs

Julien Brouillet, blacksmith, of the parish of Saint-Norbert, in the county of Berthier and district of Joliette, Défendant.
 The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the defendant.
 J. B. BROUSSEAU, Q. C.,
 Attorney for plaintiff.
 Sorel, 5th January, 1900. 540

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 6614.

Dame Clara Grenier, wife common as to property with Paul Bonnette, merchant, both of Granby, said district, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

MEUNIER & MEUNIER,
 Attorneys for plaintiff.
 Sweetsburg, 27th January, 1900. 548

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1133.

Dame Valentine Gascon, wife common as to property of Arthur Chassé, grocer, both of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property against her said husband.

MEUNIER & MEUNIER,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 24th January, 1900. 546

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Iberville. }
 No. 195.

Dame Valentine Harbec, of the town of Saint-John, district of Iberville, wife of Napoléon Poutré junior, hotelkeeper, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Napoléon Poutré, junior.

GIRARD & PELLETIER,
 Advocates of the plaintiff.
 Saint John, 24th January, 1900. 490.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 3148.

Dame Catherine Kane, des cité et district de Montréal, épouse de George McLeod, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

George McLeod, des cité et district de Montréal, journalier, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 22^e jour de janvier 1900, dans les cité et district de Montréal.

J. C. WALSH,

543-3 Procureur de la demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No. 1797.

Dame Edith Goller, Demanderesse ;

vs

Casserl Raphaelovitch, Défendeur ;

et

Reuben Raphaelovitch, Mis en cause.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, aujourd'hui, en cette cause.

JOSEPH BARNARD,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 16 janvier 1900. 563-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 311.

Dame Sybil McCleave, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, épouse de Thomas Campbell Morton Bulmer, du même lieu, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

BUSTEED & LANE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 25 janvier 1900. 541 3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Sarah A. Lyford, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Léonard A. Stearns, du même lieu, commerçant, a institué, ce jour, contre son dit mari, une action en séparation de biens.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 20 janvier 1900. 587-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 3150.

Dame Rose Anna Cayez alias Riendeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Tardif, entrepreneur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Wilfrid Tardif, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur, le 22^e jour de janvier courant (1900).

LAVALLEE, LAVALLEE & LAVALLEE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 22 janvier 1900. 505-4

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Dame Marie Ledoux, de la paroisse de Saint-Grégoire-le-Grand, dans le district d'Iberville, épouse de Edouard Dextraze, cultivateur, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux, devant la dite cour.

P. A. CHASSE,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 31 janvier 1900. 641-3

Province of Quebec, }
District of Montreal } *Superior Court.*
No. 3148.

Dame Catherine Kane, of the city and district of Montreal, wife of George McLeod, laborer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

George McLeod, of the city and district of Montreal, laborer, Defendant.

An action for separation from bed and board was instituted in this cause, on the 22nd day of January, 1900, in the city and district of Montreal.

J. C. WALSH,

544 Attorney for plaintiff.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1797.

Dame Edith Goller, Plaintiff ;

vs

Casserl Raphaelovitch, Defendant ;

and

Reuben Raphaelovitch, Mis en cause.

An action in separation as to property and as to bed and board has been taken, to day in this cause.

JOSEPH BARNARD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th January, 1900. 564

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 311.

Dame Sybil McCleave, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife of Thomas Campbell Morton Bulmer, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BUSTEED & LANE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 25th January, 1900. 542

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Sarah A. Lyford, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife of Leonard A. Stearns, of the same place, trader, has, this day, instituted against her said husband, an action en séparation de biens.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 20th January, 1900. 588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3150.

Dame Rose Anna Cayez alias Riendeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Tardif, contractor, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Wilfrid Tardif, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd of January instant (1900), against the defendant.

LAVALLEE, LAVALLEE & LAVALLEE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd January, 1900. 506.

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Marie Ledoux, of the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, wife of Edouard Dextraze, of the same place, farmer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband, before the said court.

P. A. CHASSE,

Attorney for plaintiff.

Saint John's, 31st January, 1900. 642

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1104.

Dame Sophia Annie McKenzie, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de David Alexander Smeall, épicier, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit David Alexander Smeall, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 janvier 1900. 509-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Olida Marchessault, épouse commune en biens de Joseph Labelle dit Beaulieu, commerçant, de la cité et du district de Montréal,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Labelle dit Beaulieu, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

BISAILLON & BROSSARD,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 19 janvier 1900. 447-4

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
No 34.

Palmyre Labelle, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dit district, épouse de Léandre Taillefer, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Léandre Taillefer.

ADOLPHE BAZIN,

Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 23 décembre 1899. 321-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 470.

Marie Louise Henrichon, de Notre Dame des Neiges Ouest, district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Lavallée, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Lavallée, commerçant, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

D. A. LAFORTUNE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 janvier 1900. 281-5

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Victoria Guillet, épouse de Joseph Bergeron, marchand, tous deux de la ville et du district d'Iberville, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dix époux.

L. A. GOSSELIN,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 18 janvier 1900. 421-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1314.

Céline Goyer, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Sergius Gratton, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Sergius Gratton, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

LAFORTUNE & LAMONTAGNE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 11 janvier 1900. 279-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1104.

Dame Sophia Annie McKenzie, of the city and district of Montreal, wife common as to property of David Alexander Smeall, grecer, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said David Alexander Smeall, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 23rd January, 1900. 510

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Olida Marchessault, wife common as to property of Joseph Labelle dit Beaulieu, trader, of the city of Montreal, district of Montreal,
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Labelle dit Beaulieu, trader, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, to day.

BISAILLON & BROSSARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 19th January, 1900. 448

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No. 34.

Palmyre Labelle, of the parish of Saint Agathe des Monts, district of Terrebonne, wife of Léandre Taillefer, of the same place, duly authorized to ester in justice, has instituted an action in separation as to property against the said Léandre Taillefer.

ADOLPHE BAZIN,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 23rd December, 1899. 322

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 470.

Marie Louise Henrichon, of Notre Dame des Neiges West, district of Montreal, wife common as to property of Louis Lavallée, trader, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Louis Lavallée, trader, of the same place, Defendant.

An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

D. C. LAFORTUNE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th January, 1900. 282

Superior Court.—District of Iberville.

Victoria Guillet, wife of Joseph Bergeron, merchant, both of the town and district of Iberville, has, this day, taken an action for separation of property against her said husband.

L. A. GOSSELIN,

Attorney for plaintiff.

Saint John, 18th January, 1900. 422

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1314.

Céline Goyer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sergius Gratton, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Sergius Gratton, of the same place, Defendant

An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

LAFORTUNE & LAMONTAGNE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th January, 1900. 280

Province of Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 1209.
 Dame Marie Louise Blondeau, épouse de Jean Baptiste Drolet, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, manufacturier de chaussures, dûment autorisée par ordonnance d'un juge de cette cour, à ester en justice,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Jean Baptiste Drolet, Défendeur.
 Une action en separation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.
 W. C. LANGUEDOC,
 Procureur de la demanderesse.
 Québec, 16 janvier 1900. 389-5

Province of Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3106.
 Dame Christine alias Céline Forget dit D'apatis, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse de Damase Desjardins, jardinier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Damase Desjardins, Défendeur.
 Action en separation de biens instituée ce jour.
 A. ARCHAMBAULT,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 13 janvier 1900. 353 5

Province of Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3105.
 Dame Adélaïde Gale, épouse de William Bothwell, de la ville de Lachine, dit district, contre-maître menuisier,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit William Bothwell, Défendeur.
 Une action en separation de biens a été instituée par la demanderesse, autorisée à ester en justice contre le défendeur, son mari.
 CROSS & BERNARD,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 15 janvier 1900. 383 5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand sceau en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie projetée sera : La Compagnie Electrique de Plessisville.

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De construire, ériger, mettre en opération et exploiter des usines fonctionnant soit par la vapeur, soit par l'eau pour produire de l'électricité aux fins de fournir aux habitants et aux corporations des villages de Plessisville, comté de Mégantic et Princeville, comté d'Arthabaska, ainsi qu'à toutes autres personnes ou corporations résidant dans les limites des dits comtés de Mégantic et d'Arthabaska, l'éclairage, le chauffage et des pouvoirs moteurs électriques, ainsi que l'exploitation de ou des lignes téléphoniques dans les dits comtés ;

(b) D'avoir le privilège de planter des poteaux et de poser des fils et des lampes dans les rues, ruelles, places publiques et sur les routes et chemins dans toutes municipalités de village ou rurale dans les dits comtés de Mégantic et d'Arthabaska, et spécialement dans les villages de Plessisville et Princeville, quand la compagnie le jugera à propos, aussi d'obtenir le droit de poser des fils et des tuyaux sous terre quand cela paraîtra nécessaire ;

Province of Québec, }
 District of Québec. } *Superior Court.*
 No 1209.
 Dame Marie Louis Blondeau, wife of Jean Baptiste Drolet, of the parish of l'Ancienne Lorette, boot and shoe manufacturer, duly authorized by one of the justices of this court to ester en justice,
 Plaintiff ;
 vs.
 The said Jean Baptiste Drolet, Defendant.
 An action for separation as to property has been brought, this day, by the plaintiff, against the defendant.
 W. C. LANGUEDOC,
 Attorney for plaintiff.
 Quebec, 16th January, 1900. 390

Province of Québec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 No 3106.
 Dame Christine alias Céline Forget dit D'apatis, of the town of Saint Louis, district of Montréal, wife of Damase Desjardins, gardener, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs.
 The said Damase Desjardins, Defendant.
 Action in separation as to property instituted this day.
 A. ARCHAMBAULT,
 Plaintiff's attorney.
 Montreal, 13th January, 1900. 354

Province of Québec, }
 District of Montréal. } *Superior Court.*
 No 3105.
 Dame Adélaïde Gale, wife of William Bothwell, of the town of Lachine, in said district, carpenter-reform-man,
 Plaintiff ;
 vs.
 The said William Bothwell, Defendant.
 An action in separation of property has been instituted by the plaintiff, thereto judicially authorized against the defendant, her husband.
 CROSS & BERNARD,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 15th January, 1900. 384

Notice is hereby given that, within one month from the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, in council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the great seal, in accordance with the provisions of the Joint Stock Companies Incorporating Act, constituting the petitioners and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company shall be "The Plessisville Electric Company".

2. The objects for which the incorporation is sought are :

(a) To construct, erect, work and operate works run by steam or water, for producing electricity for the purpose of supplying the inhabitants and corporations of the villages of Plessisville, county of Mégantic and Princeville, county of Arthabaska, as well as all other persons or corporations within the limits of the said counties of Mégantic and Arthabaska, with light, heat and electric motive power, as well as for working telephone line or lines in the said counties ;

(b) To have the privilege of erecting poles and placing wires and lamps in the streets, lanes, public places and in the roads and highways of all village or rural municipalities in the said counties of Mégantic and Arthabaska, and especially in the villages of Plessisville and Princeville, when the company deems expedient, also to obtain the right to lay wires and pipes underground when the same may seem necessary ;

(c) De se servir de tout pouvoir d'eau, et à cette fin de construire et entretenir des écluses, et autres constructions tels que canaux pour l'utilité des travaux soit sur la rive, soit dans le lit de toute rivière située dans les dits comtés de Mégantic et Arthabaska, pour cola entrer sur les lots ou terrains, les examiner et arpenter sur la ligne des cours d'eau et y construire tous ponts, traverses, aqueducs ou canaux, y planter des poteaux et y poser des fils conducteurs, le tout sous ou sur tout terrain public ou privé ;

(d) De vendre, louer ou donner à bail à toutes personnes, compagnies et corporations, aux prix, taux et conditions à être débattues entre la compagnie et ses clients, les fils, lampes, compteurs, moteurs, appareils de chauffage et tous autres appareils et fournitures se rattachant à l'électricité, poser et installer les dits appareils ;

(e) Enfin et de plus faire les affaires de manufacturiers et marchands en général pour toutes les fins des opérations de la compagnie.

3° La principale place d'affaire de la dite compagnie sera dans le village de Plessisville, dans le comté de Mégantic, province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$12,000.00.

5° Le nombre proposé des actions est de 120, et le montant de chaque action est de \$100.00.

6° Les noms, adresse et profession de chaque requérant sont : l'honorable Napoléon Charles Cormier, conseiller législatif ; Joseph Florence Deguise, notaire public ; Francis Hurtubise, gérant ; Norbert Savoie, forgeron ; Michel Israël Montreuil, mécanicien, tous du village de Plessisville, comté de Mégantic, et Achille Gagnon, industriel, de la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska. Les trois requérants en premier lieu nommés, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie.

J. S. DOUCET,
Procureur des requérants.

Plessisville, 12 février 1900.

829

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et tels autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Malted Cereals Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer, vendre et faire le commerce des céréales comme nourriture, et de mouler le grain et autres céréales, soit pour eux-mêmes ou pour autres, moyennant paiement, et de faire en général les affaires de meuniers ;

(b) De construire, acquérir des moulins et les mettre en opération en rapport avec l'achat et la vente du grain et la manufacture de la farine, et autres produits du grain, et de faire toutes telles affaires.

3° Le siège principal des affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la dite province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents (400), de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : Charles Moody Johnson, marchand, Montréal ; Albert E. Richardson, marchand, Burlington, Vermont ; William J. Van Patton, de Burlington, Vermont, marchand ; John

(c) To make use of all water powers, and to the end, to build and maintain dams and other structures such as flumes for the use of the said works, either on the bank or in the bed of any river situate within the said counties of Mégantic and Arthabaska, and for such purpose, to enter upon, examine and survey lots or grounds on along water-courses and to build thereon all bridges, crossings, water-works or flumes, to erect poles and stretch conducting wires, the whole under or upon any public or private land ;

(d) To sell, lease to any persons, companies and corporations at the prices, rates and conditions to be settled upon between the company and its customers, the wires, lamps, meters, motors, heating apparatus and all other apparatus and fixtures connected with electricity, and to put in and instal such apparatus ;

(e) Finally to carry on the business of manufacturers and merchants generally in connection with all the company's operations.

3. The chief place of business of the said company shall be in the village of Plessisville, in the county of Mégantic, province of Québec.

4. The amount of the proposed capital stock is \$12,000.00.

5. The proposed number of shares is 120, and the amount of each share is \$100.00.

6. The names, address and occupation of each petitioner are as follows : Honorable Napoleon Charles Cormier, legislative councillor ; Joseph Florence Deguise, notary public ; Francis Hurtubise, manager ; Norbert Savoie, blacksmith ; Michel Israël Montreuil, machinist, all of the village of Plessisville, county of Mégantic, and Achille Gagnon, manufacturer, of the town of Victoriaville, county of Arthabaska. The first three above named petitioners, all british subjects and residing in Canada, shall be the first or provisional directors of the company.

J. S. DOUCET,
Attorney for petitioners.

Plessisville, 12th February, 1900.

830

Notice is hereby given that, within one month after the publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter under the provisions of the joint stock companies act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is to be "The Malted Cereals Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture, sell and deal in cereal foods, and to grind grain and other cereals, either for themselves or for others for hire, and to conduct a general milling business ;

(b) To build, acquire and operate mills in connection with purchase and sale of grain and manufacture of flour, and other products of grain, and to carry on all such business.

3. The chief place of business of said company is to be at Montreal, in the said province of Québec.

4. The proposed amount of the capital stock is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

5. The number of shares is to be four hundred (400) at fifty dollars (50.00), each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : Charles Moody Johnson, merchant, Montreal ; Albert E. Richardson, merchant, Burlington, Vermont ; William J. Van Patton, of Burlington, Vermont, mer-

E. Peters, commis, et Thomas Brady, commis, tous deux des cité et district de Montréal. La majorité sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN & LEMIEUX,
Procureurs des requérants.

Montréal, 12 février 1900. 825

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau, incorporant les personnes ci-après nommées et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, devant être connue sous le nom de "Colin McArthur & Co., (limited)", aux fins de manufacturer des tapisseries et teintures, d'en faire le commerce, et d'acquies et continuer le commerce de tapisseries ci-devant et actuellement exercé sous la raison sociale de "Colin McArthur & Co."

La principale place d'affaires de la dite compagnie projetée sera dans la cité de Montréal, dans cette province.

Le montant proposé du fonds social sera de \$200,000.00, divisé en deux mille actions de \$100.00 chacune.

Les noms, résidence et occupation de chacun des requérants sont comme suit: Colin McArthur, manufacturier; David Jamieson McArthur, manufacturier; William Williamson, manufacturier; Margaret McArthur, fille majeure, et John McDonald, comptable, tous cinq de la dite cité de Montréal.

Les dits Colin McArthur, David J. McArthur et William Williamson seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

CROSS & BERNARD,
Procureurs des requérants.

Montréal, 14 février 1900. 859

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes de la province de Québec, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-près mentionnés:

1° Le nom de la compagnie sera "The Canada Southern Mines."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre de l'or, argent, cuivre, galène, fer et autres métaux, substances métalliques et minérales, leurs compositions et produits et en faire le commerce; acquies, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mine, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patente, royautés et autres choses qui peuvent être nécessaires ou utiles pour ou en rapport à ses affaires, et de vendre et louer tous ces objets ou aucune partie d'iceux, ou en disposer autrement; de faire les affaires de mine dans toutes ses branches, acquies, construire et mettre en opération tous travaux utiles, améliorations et inventions, y compris moulins, aqueducs, travaux d'irrigation, travaux électriques, tramways et lignes de téléphone et de télégraphe, et de vendre, louer des pouvoirs d'eau ou électriques, instruments ou service de téléphone et télégraphe, y compris la production et vente de lumière et chaleur artificielles, ou en disposer autrement; de faire des

chant; John E. Peters, clerk and Thomas Brady, clerk, both of the city of Montreal. The majority of whom are resident in Canada and subjects of Her Majesty.

FOSTER, MARTIN & LEMIEUX,
Attorneys for applicants.

Montreal, 12th February, 1900. 826

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor for the granting of a charter by letters patent, under the Great Seal, incorporating the hereinafter named persons and such others as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate to be known by the name of "Colin McArthur & Co. (limited)," for the purposes of manufacturing and dealing in wall-paper and coloring materials, and of acquiring and carrying on the wall-paper business heretofore and presently carried on in the city of Montreal, under the name of "Colin McArthur & Co."

The chief place of business of the said proposed company is to be in the city of Montreal, in this province.

The proposed amount of the capital stock of the said company is \$200,000.00, divided into two thousand shares of the amount of \$100.00 per share.

The names, address and calling of each of the applicants is are follows: Colin McArthur, manufacturer; David Jamieson McArthur, manufacturer; William Williamson, manufacturer; Margaret McArthur, spinster; and John McDonald, accountant, all five of the said city of Montreal.

The said Colin McArthur, David J. McArthur and William Williamson are to be the first directors of the said company.

CROSS & BERNARD,
Solicitors for applicants.

Montreal, 14th February, 1900. 860

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Québec, under the provisions of the "Joint Stock Companies' Act," to incorporate the applicants and such others persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned:

1. The name of the company is to be the "Canada Southern Mines."

2. The objects for which incorporation is sought, are to explore for, mine, smelt, reduce, treat, manufacture, sell and deal in gold, silver, copper, galena, iron and all other ores, metals and mineral substances, their compounds and products; to acquire, purchase, lease and hold by any legal title, all such lands, mining rights, timber limits, real and movable property and rights, water powers and interests in water powers, buildings, improvements, plant, machinery, patent rights, royalties and other things as may be necessary or useful in or in connection with their business, and the same or any part thereof to sell, lease, or otherwise dispose of; to carry on the business of mining in all its branches, to acquire, construct and operate all useful works, improvements and inventions, including mills, water works, irrigating works, electrical works, tramways, telephone and telegraphic lines, and to sell, lease, or otherwise dispose of water or electrical power, telephonic and telegraphic instruments or service, including the manufacture and sale of artificial light and heat; to do business as traders, to buy and sell goods, wares and merchandise; to acquire, build and operate shops, stores,

affaires comme commerçants, acheter et vendre des effets, articles et marchandises; acquérir, construire et mettre en opération des boutiques, magasins, hôtels et maisons de pension, les louer et vendre ou en disposer autrement à volonté.

3° La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la ville de Cookshire, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$1,500,000.00, divisé en un million cinq cent mille actions d'une piastre chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit :

Rufus H. Pope, membre du parlement, William W. Bailey, gérant, et Ayton Cromwell, entrepreneur, tous de la dite ville de Cookshire; Horace J. Pullen, ingénieur des mines, de Hendersonville, dans l'Etat de la Caroline du Nord, un des Etats-Unis d'Amérique; Cyrus A. French, marchand, de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, et Malcolm B. McAuley, entrepreneur, de la ville de Scotstown, dans la dite province.

6° Les requérants sont tous sujets anglais, à l'exception du dit H. J. Pullen, et seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

HURD & FRASER,

Pr. cureurs des requérants.

Sherbrooke, 24 janvier 1900.

493-4

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous les noms et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "La Compagnie Industrielle du Lac Mégantic."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont : de faire le commerce en général et la fabrication des meubles, ameublements et boiseries de maison et de bureaux et de tous autres produits manufacturés dans la confection desquels le bois entre comme matière principale, avec pouvoir d'acquérir, posséder et vendre tous droits de patentes et privilèges de droits de patentes pour tous les susdits objets.

3° Le siège social et la principale place d'affaires de la compagnie seront au village de Mégantic, dans le district de Saint-François.

4° Le fonds social de la compagnie sera de \$10,000.00, divisé en mille parts de dix piastres chacune.

5° Les requérants sont : Napoléon Smith, manufacturier, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François; Paul Bernard Keens et Pierre Hilaire Renaud, tous deux commerçants de bois, Louis Napoléon Lapointe, agent d'assurance, George H. Counter, hôtelier, et Henry W. Albro, agent d'assurance et d'immeubles, tous du village d'Agnès, dans le district de Beauce; le lieutenant-colonel Malcolm B. McAuley, manufacturier, demeurant en la ville de Scotstown, dans le district de Saint-François; Eusèbe Huard, Cyrille Fortier, Joseph Lemelin, Lucien Lévesque, Joseph Bureau, Michel Couture, Archilas Loubier, Joseph E. Marceau, François Louis Sévigny, Joseph Abraham Tardif, tous marchands, Alphonse B. Gendreau, percepteur des douanes de Sa Majesté, Albert E. Morrissette, agent de gare de chemin de fer, Charles Alphonse Léger, marchand tailleur, Joseph Eugène Gingras, marchand de bois, Téléphore Lemay, manufacturier, Joseph Dion, ferblantier et marchand, Joseph Moisan, ouvrier charpentier, Joseph Adelard Gaudet, avocat, Joseph Napoléon Thibodeau, notaire, Jean Théodore Bilodeau, Louis Philias Villeneuve et Frank J. Murray, tous trois hôteliers, Michel Poulin, sieur de bardeaux, Gédéon Garneau, ouvrier charpentier, Étienne Duchesneau, entrepreneur, Michel Audet, journalier,

hotels and boarding houses, and the same at will, to sell, lease or otherwise dispose of.

3. The chief place of business of the company is to be at the town of Cookshire, in the province of Quebec.

4. The amount of capital stock of the company is to be \$1,500,000.00, divided into one million five hundred thousand shares of one dollar each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows :

Rufus H. Pope, member of parliament; William W. Bailey, manager, and Ayton Cromwell, contractor, all of the said town of Cookshire; Horace J. Pullen, mining engineer, of Hendersonville, in the State of North Carolina, one on the United States of America; Cyrus A. French, merchant, of the city of Sherbrooke, in the province of Quebec, and Malcolm B. McAuley, contractor, of the town of Scotstown, in the said province of Quebec.

6. The applicants all of whom with the exception of the said H. J. Pullen, are british subjects, are to be the first directors of the said company.

HURD & FRASER,

Attorneys for applicants.

Sherbrooke, 24th January, 1900.

500

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for the granting of a charter of incorporation under the joint stock companies incorporation act, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company, to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be "The Lake Mégantic Industrial Company."

2. The objects for which the incorporation is sought are : to generally trade in and manufacture house hold and office furniture, sets of furniture and wainscots and any all other manufactured articles, in which the chief raw material is wood, with fullpower to acquire, own and sell all patent rights, and patent right privileges for any of the said objects.

3. The chief office and the principal place of business of the company will be at the village of Mégantic, in the district of Saint-François.

4. The capital stock of the said company will be \$10,000.00, divided into one thousand shares of ten dollars each.

The petitioners are : Napoléon Smith, manufacturer, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François; Paul Bernard Keens and Pierre Hilaire Renaud, both lumber dealers, Louis Napoléon Lapointe, insurance agent, George H. Counter, hotelkeeper, and Henry W. Albro, insurance and real estates agent, all of the village of Agnès, in the district of Beauce; lieutenant colonel Malcolm B. McAuley, manufacturer, residing in the town of Scotstown, in the district of Saint-François; Eusèbe Huard, Cyrille Fortier, Joseph Lemelin, Lucien Lévesque, Joseph Bureau, Michel Couture, Archilas Loubier, Joseph E. Marceau, François Louis Sévigny, Joseph Abraham Tardif, all merchants, Alphonse B. Gendreau, customs collector, Albert E. Morrissette, railway station agent, Charles Alphonse Léger, merchant tailor, Joseph Eugène Gingras, lumber dealer, Téléphore Lemay, manufacturer, Joseph Dion, tinsmith and merchant, Joseph Moisan, carpenter, Joseph Adelard Gaudet, advocate, Joseph Napoléon Thibodeau, notary, Jean Théodore Bilodeau, Louis Philias Villeneuve and Frank J. Murray, all three hotelkeepers, Michel Poulin, shingle sawyer, Gédéon Garneau, carpenter, Étienne Duchesneau, jobber, Michel Audet, laborer, Henri Tremblay, laborer, Joseph Bérubé, postmaster.

Henri Tremblay, journaliste, Joseph Bérubé, maître de poste, Georges Stanislas Grégoire, médecin, Léon Royer, cultivateur, Joseph Arsène Chabot, chef de gare de chemin de fer, Eugène Girard, peintre, Elzéar Dion, manufacturier, Joseph Compagna, ouvrier charpentier, Georges Couture, forgeron, Philippe Desharnais, mesureur de bois, Théophile Lachance, agent d'assurance, Napoléon Roger, menuisier et sculpteur, Gilbert Guay, rentier, Auguste Moquin, marchand tailleur, tous demeurant au village de Mégantic, dans le district de Saint François. Les dits Paul Bernard Keens, Eusèbe Huard, Téléphore Lemay, Cyrille Fortier et Joseph Napoléon Thibodeau seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

J. N. THIBODEAU, Notaire,
Pour les requérants.
Village de Mégantic, 23 janvier 1900. 485 4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie sera "The Shawinigan Falls Hotel Company".

2° L'objet pour lequel l'incorporation de la compagnie est demandée, est de construire et meubler un hôtel et autres bâties nécessaires pour le mettre en opération aux Chutes Shawinigan, dans la province de Québec, et avec pouvoir de faire toutes choses nécessaires dans le but de le mettre en opération, et en général agir comme hôtelier.

3° Le principal bureau et la principale place d'affaires de la dite compagnie seront aux Chutes Shawinigan, dans la province de Québec.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Beaumont Shepherd, gérant ; William Israël Bishop, ingénieur, et Richard Wellsley Douglas, secrétaire, tous des cité et district de Montreal ; Vivian Burrell, marchand, et Arthur Panneton, marchand, tous deux des cité et district de Trois-Rivières, lesquels sont tous sujets anglais.

6° Les dits Beaumont Shepherd, William Israël Bishop et Richard Wellsley Douglas, seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 janvier 1900. 391-5

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "The Calcibide Gas Machine Company ;

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) Manufacturer et vendre des générateurs pour la production du gaz acétylène ;

(b) Vendre et acheter les articles de commerce nécessaires pour mettre cette industrie en opération ou toutes affaires y ayant rapport.

(c) Acquérir les immeubles qui peuvent être requis pour faire les susdites affaires.

Georges Stanislas Grégoire, physicien, Léon Royer, farmer, Joseph Arsène Chabot, railway station agent, Eugène Girard, painter, Elzéar Dion, manufacturer, Joseph Compagna, carpenter, Georges Couture, blacksmith, Philippe Desharnais, culler, Théophile Lachance, insurance agent, Napoléon Roger, joiner and carver, Gilbert Guay, yeoman, Auguste Moquin, merchant tailor, all of the village of Mégantic, in the district of Saint Francis. The said Paul Bernard Keens, Eusèbe Huard, Téléphore Lemay, Cyrille Fortier and Joseph Napoléon Thibodeau are to be the first or provisional directors of the said company.

J. N. THIBODEAU, Notary,
For the petitioners.
Village of Mégantic, 23rd January, 1900. 486

Public notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor for the province of Quebec, in council, for a charter of incorporation under the provisions of the joint stock companies incorporation act of the province of Quebec, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company is to be the Shawinigan Falls Hotel Company.

2. The object for which the company seeks to be incorporated, is to erect and equip a hotel and other buildings necessary to operate and carry on the same at Shawinigan Falls, in the province of Quebec, and with power to do anything necessary for the purpose of carrying on the same, and generally to act as hotel and inn keepers.

3. The head office and chief place of business of the said company will be at Shawinigan Falls, in the province of Quebec.

4. The capital stock of the said company shall be twenty-five thousand (\$25,000 00) dollars, divided into two hundred and fifty shares of one hundred (\$100.00) dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : Beaumont Shepherd, manager ; William Israël Bishop, engineer, and Richard Wellsley Douglas, secretary, all of the city and district of Montreal ; Vivian Burrell, merchant, and Arthur Panneton, merchant, both of the city and district of Three Rivers, all of whom are British subjects.

6. The said Beaumont Shepherd, William Israël Bishop and Richard Wellsley Douglas are to be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,
Solliciteurs for applicants.

Montréal, 17th January, 1900. 392

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honour the lieutenant-governor in council, for letters patent, constituting the applicants and such other persons as may become shareholders, a body corporate and politic under the name and for the purposes hereinafter set forth.

1. The proposed corporate name of the company is "The Calcibide Gas Machine Company."

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To manufacture and sell generators for the production of acetylene gas ;

(b) To buy and sell the articles of trade necessary to carry on this industry or any business proceeding therefrom ;

(c) To acquire such real estate as may be requisite for the purpose of carrying on the business aforesaid.

3° La principale place d'affaires et le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de cinq mille piastres (\$5,000), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont: l'honorable Charles Carroll Colby, avocat, du village de Stanstead; Charles Cushing Holland, marchand; James William Shaw, marchand; George Archibald Forbes, courtier; John St. Leger McGinn, inventeur, et William Bentham, marchand, tous de la cité de Montréal.

6° Les cinq personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs des requérants.

Montréal, 6 février 1900.

735-2

Avis est par le présent donné qu'une assemblée spéciale générale des actionnaires de la compagnie du chemin de fer de Chateauguay et Nord aura lieu au bureau de la compagnie, 8, Côte de la Place d'Armes, Montréal, le 3e jour de mars prochain 1900, à midi, pour ratifier et confirmer un acte d'accord et de vente des premières obligations hypothécaires et des actions du fonds capital de "The Montreal Terminal Railway Company", appartenant à la compagnie.

J. P. MULLARKEY,

Secrétaire.

Montréal, 5 février 1900.

683.2

Avis public est par le présent donné que la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien vendra par encaissement public, le 21e jour de mars 1900, dans le rez-de-chaussée de la gare de la station de la rue Windsor, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois; et, sur les produits de la dite vente, la compagnie retiendra tels droits et charges raisonnables pour emmagasinage, annonces et vente des dits effets et bagage, et la balance des produits de la dite vente, s'il y en a, sera gardée par la compagnie pendant l'espace de trois (3) mois pour être payée à toute personne y ayant droit.

La Cie du chemin de fer Pacifique Canadien,
par R. H. MORRIS,

Agent général du bagage.

Montréal, 31 janvier 1900.

651-2

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Nous, soussignés, William Lovitt Hogg, gérant, William Barclay Stephens, gérant, et John Edmund Fairchilds, courtier, tous trois de la cité de Montréal, province de Québec, certifions par le présent que la société en commandite qui existait ci-devant entre nous sous les nom et raison de "W. L. Hogg & Co.," dans laquelle le dit John Edmund Fairchilds était un associé spécial ou en commandite, et les dits William Lovitt Hogg et William Barclay Stephens étaient les associés en général, a été dissoute ce jour de consentement mutuel.

Témoins nos signatures dans la cité de Montréal, ce septième jour de février mil neuf cent.

W. L. HOGG,
W. BARCLAY STEPHENS,
JOHN E. FAIRCHILDS.

Signé en la présence de

E. W. H. Phillips, N. P.

767-2

3. The chief place of business and head office of the said company shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock of the said company will be five thousand dollars (\$5,000), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars each (\$100.00).

5. The names in full, addresses and callings of the applicants are: the Honorable Charles Carroll Colby, advocate, of the village of Stanstead; Charles Cushing Holland, merchant; James William Shaw, merchant; George Archibald Forbes, broker; John St. Leger McGinn, inventor, and William Bentham, merchant, all of the city of Montreal.

6. The five above named persons are to be the first or provisional directors of the said company, all of whom are subjects of Her Majesty.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Attorneys for applicants.

Montreal, 6th February, 1900.

736

Notice is hereby given that a special general meeting of the shareholders of the Chateauguay and Northern Railway Company will be held at the office of the Company, 8, Place d'Armes Hill, Montreal, on the 3rd day of March next, 1900, at noon, to ratify and confirm a deed of agreement and sale of the first mortgage bonds and the shares of capital stock of The Montreal Terminal Railway Company, owned by the company.

J. P. MULLARKEY,

Secretary.

Montreal, 5th February, 1900.

684

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on the 21st day of March, 1900, in the basement of the train shed, at Windsor street station, at 10 o'clock A. M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage, which have remained in the possession of the company unclaimed, for a space of twelve (12) months; and, that the company, out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for the storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a further period of three (3) months, to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,
per R. H. MORRIS,

General baggage agent.

Montreal, January 31st, 1900.

652.

Province of Québec, }
District of Montreal. }

We, the undersigned, William Lovitt Hogg, manager, William Barclay Stephens, manager, and John Edmund Fairchilds, broker, all three of the city of Montreal, of the province of Québec, hereby certify that the limited partnership heretofore existing between us under the name and style of W. L. Hogg & Co., in which the said John Edmund Fairchilds was special or limited partner, and the said William Lovitt Hogg and William Barclay Stephens were the general partners, had been this day dissolved by mutual consent.

As witness our hands at the said city of Montreal, this seventh day of February, one thousand nine hundred.

W. L. HOGG,
W. BARCLAY STEPHENS,
JOHN E. FAIRCHILDS,

Signed in the presence of

E. W. H. Phillips, N. P.

768

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. }
Dans l'affaire de Eugène Desbiens, de Jonquières,
Insolvent.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 mars prochain, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau, rue Racine, Chicoutimi.

M. O. BOSSE,
Curateur.

Chicoutimi, 10 février 1900. 793

Province de Québec, }
District d'Iberville. } Cour Supérieure.
No 138.

In re The Gault Brothers Company, (Limited),
Requérante ;

vs.

Julien Côté, marchand, de la ville de Saint-Jean,
district d'Iberville, Insolvent.

Avis est par le présentes donné que le dit insolvable a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

PARADIS & PARADIS,
Avocats des requérants.

Saint-Jean, 8 février 1900. 785

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de George H. McKenny, de Kazubazua, commerçant, Failli.

Avis est par le présent donné que le neuvième jour de février 1900, George H. McKenny, de Kazubazua, Québec, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district d'Ottawa.

THOS. H. BIRKS,
Gardien provisoire.

Hull, 12 février 1900. 789

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 20.

Dans l'affaire de John Bell, absent,

Failli.

Avis est par le présent donné que le 10^e jour de février courant, par ordre de la cour supérieure pour la province de Québec, agissant dans et pour le district de Montréal, j'ai été nommé curateur des biens du dit failli.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours.

JOHN McNALLY,
Curateur.

Aux coins de Hart & Tuckwell,
161, rue McGill.
Montréal, 13 février 1900. 821

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de "The Montreal Novelty Co.,"
J. R. Côté, Louiseville, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera payable à notre bureau, le 8 mars 1900.

Toute contestation du dit bordereau devra être présentée avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 17 février 1900. 853

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. }
In the matter of Eugène Desbiens, of Jonquières,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and last sheet of dividendes has been prepared in this cause, and will be subject to objection until 8th March next, after which date the dividend will be payable at my office, Racine street, Chicoutimi.

M. O. BOSSE,
Curator.

Chicoutimi, 10th February, 1900. 794

Province of Quebec, }
District of Iberville. } Superior Court.
No 138.

In re The Gault Brothers Company, (Limited),
Petitioners ;

vs.

Julien Côté, of the town of Saint John's, district of Iberville, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the office of the prothonotary of said court, a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors.

PARADIS & PARADIS,
Attorneys for said petitioners.

Saint John's, 8th February, 1900. 786

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court.

In the matter of George H. McKenny, trader, of Kazubazua, Insolvent.

Notice is hereby given that on the ninth day of February, 1900, George H. McKenny, of Kazubazua, Quebec, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Ottawa.

THOS. H. BIRKS,
Provisional Guardian.

Hull, 12th February, 1900. 790

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 20.

In the matter of John Bell, absent,

Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the superior court for the province of Quebec, acting in and for the district of Montreal, dated the 10th February instant, I have been appointed curator of the estate of the said insolvent.

Claims must be filed at my office within thirty days.

JOHN McNALLY,
Curator.

Corners of Hart & Tuckwell,
161, McGill street.
Montreal, 13th February, 1900. 822

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } Superior Court.

In the matter of "The Montreal Novelty Co."
R. J. Côté, Louiseville, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and last dividend sheet has been prepared in this matter and will be payable at our office, on the 8th March 1900.

Any opposition to the said dividend sheet must be presented before this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint c.

41, Street Railway Building.
Montreal, 17th February, 1900. 854

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure*
 Dans l'affaire de Romuald E. Brosseau, Saint-Jean, Insolvable.
 Avis est par le présent donné que le 8 février 1900, Romuald E. Brosseau, commerçant, de la ville de Saint-Jean, dit district, a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire pour la cour supérieure pour le district d'Iberville.
 A. E. L'ECUYER,
 Dep. protonotaire C. S.
 Saint-Jean, 13 février 1900. 857

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 77.
In re Pierre-Alfred Papillon, photographe, de la ville Nicolet, dans le district de Trois-Rivières, Demandeur créancier ;
 vs
 Théophile St-Laurent, marchand, de la ville Nicolet, dit district de Trois-Rivières, Débiteur cédant.
 Avis est par les présentes donné, que le septième jour de février 1900, le débiteur cédant a fait, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et que j'ai été nommé gardien provisoire aux biens du dit cédant.

P. A. PAPILLON,
 Gardien provisoire.
 Trois Rivières, 7 février 1900. 827

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re D. Dugas, Insolvable ;
 et
 Bilodeau & Renaud, Curateurs.
 Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 5e jour de mars prochain.
 Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.
 F. X. BILODEAU,
 WM. RENAUD
 Curateurs conjoints.
 15, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 13 février 1900. 849

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Lorange, jr., et al., (Moulin National), Insolvable.
 Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau le ou après le 5 mars 1900.
 Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.
 A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 17 février 1900. 847

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Willie Forth et al., Demandeurs ;
 vs.
 Benjamin B. Lusher, des cité et district de Montréal, marchand tailleur, Défendeur.
 Avis est par le présent donné que le dit défendeur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.
 W. WATMUFF,
 Gardien provisoire.
 Montréal, 6 février 1900. 851

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 In the matter of Romuald E. Brosseau, Saint John's, Insolvent.
 Notice is hereby given that on the 8th day of February, 1900, Romuald E. Brosseau, trader, of the town of Saint John's, said district, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Iberville.
 A. E. L'ECUYER,
 Dep. prothonotary S. C.
 Saint John's, 13th February, 1900. 858

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No 77.
In re Pierre Alfred Papillon, photographer, of the town of Nicolet, in the district of Three Rivers, Plaintiff and creditor ;
 vs
 Théophile St-Laurent, merchant, of town of Nicolet, in the said district of Three Rivers, Assigning debtor.
 Notice is hereby given that on the seventh day of February, 1900, the assigning debtor did, in the office of the prothonotary of the superior court of the district of Three Rivers, abandon his property for the benefit of his creditors, and that I have been appointed provisional guardian of the property of the said assignor.

P. A. PAPILLON,
 Provisional gardien.
 Three Rivers, 7th February, 1900. 828

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re D. Dugas, Insolvent ;
 and
 Bilodeau & Renaud, Curators.
 A first and final bordereau of dividend has been prepared in the cause ; the collections will be payable at our offices from the 5th day of March next.
 Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.
 F. X. BILODEAU,
 WM. RENAUD,
 Joint curators.
 15, Saint James street.
 Montreal, 13th February, 1900. 850

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Lorange, jr., et al., (Moulin National), Insolvent.
 A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 5th March, 1900.
 Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.
 A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 17th February, 1900. 848

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 Willie Forth et al., Plaintiffs ;
 vs.
 Benjamin B. Lusher, of the city and district of Montreal, merchant tailor, Defendant.
 Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.
 W. WATMUFF,
 Provisional guardian.
 Montréal, 6th February, 1900. 852

Province de Québec, }
 District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de L. H. Gauvin, Acton-Vale,
 Failli.

Avis est par le présent donné que le 10e jour de février 1900, j'ai été nommé curateur aux biens du failli sus-nommé, par ordre de la cour supérieure pour le district de Saint-Hyacinthe.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau dans les trente jours.

L. A. CARON,
 Curateur.

41, Bâtisse des tramways,
 Montréal, 13 février 1900. 809

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS

Puissance du Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 No 224.

Dans l'affaire de "The Colonial Mutual Life Association",
 En liquidation.

Un premier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à contestation jusqu'au 5 mars 1900, après laquelle date le dividende sera payable à nos bureaux.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Liquidateurs.

41, Bâtisse des tramways,
 Montréal, 17 février 1890. 807

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 A. E. Gélinas, Demandeur ;

vs

Dame Corinne Bourget, (C. Lafond & Cie.)
 Défenderesse.

Avis est par le présent donné que le 9e jour de février 1900, nous avons été nommés curateurs-conjoints aux biens de la dite faillie, par ordre de la cour supérieure pour le district de Montréal.

Les réclamations devront être produites à nos bureaux dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des tramways,
 Montréal, 13 février 1900. 805

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Saint-François. }
 William H. Fuller et al., Demandeurs ;

vs

Joseph Bureau, du Lac Mégantic,
 Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le huitième jour de février 1900, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du susdit défendeur failli qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers. Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 8 février 1900. 781

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 Dans l'affaire de Glover & Brais, de Montréal,
 faillis.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis

Province of Quebec, }
 District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*
 In the matter of L. H. Gauvin, Acton-Vale,
 Insolvent.

Notice is hereby given that on the 10th day of February, 1900, by order of the court for the district of Saint Hyacinth, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at my office within thirty days from the date hereof.

L. A. CARON,
 Curator.

41, Street Railway Building,
 Montreal, 13th February, 1900. 810

UNDER THE WINDING UP ACT.

Dominion of Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No 224.

In the matter of The Colonial Mutual Life Association,
 In liquidation.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection till the 5th March, 1900, after which date the dividend will be payable at our offices.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Liquidators.

41, Street Railway Building,
 Montreal, 17th February, 1900. 808

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 A. E. Gélinas, Plaintiff ;

vs

Dame Corinne Bourget, (C. Lafond & Co.)
 Defendant.

Notice is hereby given that by order of the superior court for the district of Montreal, on the 9th day of February, 1900, we have been appointed joint curators to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at our offices within thirty days from the date hereof.

ARTHUR GAGNON,
 L. A. CARON,
 Joint curators.

41, Street Railway Building,
 Montreal, 13th February, 1900. 806

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 William H. Fuller et al., Plaintiffs ;

vs

Joseph Bureau, (Lake Magantic),
 Defendant and Insolvent.

Notice is hereby given that on the eighth day of February, 1900, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors. Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125 Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
 J. J. GRIFFITH,
 Joint curators.

Sherbrooke, 8th February, 1900. 782

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 In the matter of Glover & Brais, Montreal,
 Insolvents.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was, by order of the said court, appointed to be curator to the property and effects, real and

dans cette affaire, abandonnés par eux, pour le bénéfice de leurs créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,

Curateur.
791

Montréal, 9 février 1900.

Province de Québec, }
District de Joliette. } Cour Supérieure
Dans l'affaire de Maxime Coutu, Joliette, Failli.

Avis est par le présent donné que le 8e jour de février 1900, j'ai été nommé curateur par ordre de la cour supérieure aux biens du dit failli.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous les trente jours.

E. G. PICHE,

Curateur.
817

Joliette, 8 février 1900.

personal of the said insolvents in this matter, abandoned by them for the benefit of their creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser buildings, 43, Saint Sacrament street, Montreal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,

Curator.
792

Montreal, 9th February, 1900.

*Province of Quebec, }
District of Joliette. } Superior Court.
In the matter of Maxime Coutu, Joliette, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 8th day of February, 1900, I have been appointed curator by order of the superior court to the estate of the said insolvent.

Claims must be filed at my office within the delay of thirty days.

E. G. PICHE,

Curator.
818

Joliette, 8th February, 1900.

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

AVIS DE FAILLITE.

Dans l'affaire de Th. Goulet & Cie., Failli.
Vente par encan au bureau de Marcotte, Frères, No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, le 20e jour de février 1900, à 11 heures a. m.

1. Un carré de terre situé dans le quartier est de Saint-Antoine, faisant front sur le chemin Carleton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier comme lot No 1814, subdivision M. et V. contenant une superficie totale de 13293 pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins.

2. Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, comme lot No 499, subdivision 6, avec la maison 641-645, rue DeMontigny, et autre bâtisse sus-érigées.

La dite vente sera faite sujette à toutes les charges affectant les dits immeubles et aussi aux frais de la vente.

HENRY W. PRENDERGAST,

Curateur.

Street Railway Chambers.

Marcotte, Frères,
Commissaires priseurs,
69, rue Saint-Jacques, Montréal. 769-2

VENTE IMPORTANTE D'IMMEUBLES.

Dans l'affaire de James Douglas, entrepreneur, de Westmount.

Les soussignés ont reçu instruction des curateurs dans cette affaire de vendre à l'encan public, au plus offrant et dernier enchérisseur, à leurs salles d'encan, No 453, rue Saint-Jacques, MARDI, le VINGTIEME jour de FEVRIER 1900, à ONZE (11) heures a. m., les immeubles ci-dessous désignés, séparément :

1° Un lot de terre ou emplacement étant la subdivision No 24, du lot officiel No 1715, du quartier Saint-Antoine, Montréal.

2° Un lot de terre ou emplacement étant la subdivision No 25, du lot officiel No 1715, du quartier Saint-Antoine, Montréal.

3° Un lot de terre ou emplacement étant la subdivision No 4, du lot officiel 1715, du quartier Saint-Antoine, Montréal.

4° Le lot suivant étant la subdivision No 5, du lot 1715, du quartier Saint-Antoine, Montréal.

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

INSOLVENT NOTICE.

In the matter of Th. Goulet & Co., Insolvents.
Sale by auction at the office of Marcotte, Bros, No. 69, Saint James street, Montreal, the 20th February, 1900, at 11 o'clock, a. m.

1. A block of land in Saint Antoine ward east, fronting on Carleton, road and known and designated on the official plan and book of reference for said ward as lot No. 1814, subdivision U and V, containing a total area of 13293 square feet, english measure, and more or less.

2. A lot of land known and designated on the official plan and book of reference for Saint Marys as lot No. 499, subdivision 6, with the house 641-645, DeMontigny street, and other building thereon erected.

Said sale will be made subject to all charges affecting said immoveables and also the costs of the sale.

HENRY W. PRENDERGAST,

Curator.

Street Railway Chambers.

Marcotte, Bros,
Auctioneers,
69, Saint James street, Montreal. 770

IMPORTANT SALE OF IMMOVEABLES.

In the matter of James Douglas, contractor, of Westmount.

The undersigned auctioneers have received instructions from the curators in this matter to sell at public auction, to the last and highest bidder, TUESDAY, the TWENTIETH day of FEBRUARY, at ELEVEN (11) o'clock a. m., at their auction rooms, No. 453, Saint James street, the following immovables properties, separately, namely :

1. One lot of ground being No. 1715, subdivision No. 24, of the cadastral plan for Saint Antoine ward, Montreal.

2. One lot of ground being subdivision No. 25, of No. 1715, of cadastral plan for Saint Antoine ward, Montreal.

3. One lot of ground being subdivision No. 4, of lot No. 1715, of cadastral plan for Saint Antoine ward, Montreal.

4. One lot of ground being subdivision No. 5, of lot No. 1715, of cadastral plan for Saint Antoine ward, Montreal.

5° Un lot de terrain ou emplacement étant la subdivision No 35, du lot officiel 1715, du quartier Saint-Antoine, Montréal.

6° Un lot de terre ou emplacement étant partie du lot No 1370, du cadastre du quartier Saint-Antoine, Montréal—avec les bâtisses érigées sur chacun des dits lots.

7° La partie sud-ouest ou portion du lot No 320, du plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal; bornée en front au sud-ouest par l'avenue Clarke, en arrière au nord-est par l'autre partie du dit lot No 320, d'un côté au nord-ouest par le lot No 321, au sud-est par le lot No 319, et contenant cent soixante et dix pieds de largeur en front, jusqu'à la profondeur du terrain, 119 pieds de profondeur dans la ligne nord-ouest et 120 pieds dans la ligne sud-est, le tout mesure anglaise, plus ou moins.

Ainsi que le tout se poursuit et comporte, circonstances et dépendances, sans exception ou réserve quelconque.

Pour renseignements et conditions de vente (cahier des charges) s'adresser à

GAGNON & CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways, Montréal.

Fraser Frères,
Encanteurs.

Montréal, 10 février 1900.

775-2

5. One lot of ground being subdivision No. 35, of lot No. 1715, of cadastral plan for Saint Antoine ward, Montreal.

6. One lot of ground being part of No. 1370, of the official plan for Saint Antoine ward, Montreal—with all buildings thereon each erected.

7. Also the south west part or portion of lot No. 320, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front to the south west by Clarke avenue, in rear to the north east by the remainder of said lot No. 320, on one side to the north west by lot No. 321, to the south east by lot No. 319, and containing one hundred and seventy feet in width in front, and in rear 119 feet on the north west side line, and 120 feet on the south east side line, all english measure, more or less.

As the whole of said properties now subsists with all their rights, without exception or reserve of any kind.

For particulars and conditions of sale, apply to

GAGNON & CARON,
Joint-curators.

41, Street Railway Building,

Fraser Brothers,
Auctioneers.

Montreal, 10th February, 1900.

776

Règles de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure pour le*
No 181. } *Bas-Canada.*

Le douzième jour de février 1900.

Adolphe Trudeau, bourgeois, de la ville de Longueuil, district de Montréal, Demandeur;

vs.

George Vincent, de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dit district, Défendeur.

Sur l'ordre de l'honorable juge Mathieu, l'un des juges de cette cour, donné le douzième jour de février mil neuf cent, les créanciers du dit George Vincent, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité des articles 673 et 674 du code de procédure civile.

L. D. GAREAU,
Député P. C. S.
801

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure pour le*
No 2818. } *Bas-Canada.*

Le douzième jour de février mil neuf cent.

W. P. Eby, es qualité, Demandeurs;

vs.

Saint-Léon Mineral Water Co. Limited, Défenderesse.

Sur l'ordre de cette cour, donné le douzième jour de février mil neuf cent, les créanciers des dites défenderesses en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité des articles 673 et 674 du code de procédure civile.

L. D. GAREAU,
P. C. S.

Rules of Court

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court for the*
No. 181. } *Lower Canada.*

The twelfth day of February, 1900.

Adolphe Trudeau, of the town of Longueuil, district of Montreal, gentleman, Plaintiff;

vs.

George Vincent, of the parish of Saint Antoine de Longueuil, district of Montreal, Defendant.

Under the order of the Honorable justice Mathieu, one of the judges of this court, given on the twelfth day of February, one thousand nine hundred, the creditors of the said George Vincent, the defendant in this cause, who have not already filed their claims are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

L. D. GAREAU,
Deputy P. S. C.
802

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court for the*
No 2818. } *Lower Canada.*

The twelfth day of February, one thousand nine hundred.

W. P. Eby, es qualité, Plaintiff;

vs.

The Saint Leon Mineral Water Co., Limited, Defendant.

Under the order of the court, given on the twelfth day of February, one thousand nine hundred, the creditors of the said defendants in the cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

L. D. GAREAU,
P. S. C.

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Bedford.*

Province de Québec, } **LA CORPORATION DE**
 District de Bedford. } **LA PAROISSE DE**
 No 4360. } **NOTRE-DAME DE**
STANBRIDGE, corps politique et dûment incorporé par la loi, ayant son bureau et sa place d'affaires dans la dite paroisse de Notre-Dame de Stanbridge, dans le district de Bedford, Demanderesse; contre les terres et tenements de **PIKE RIVER MILLS COMPANY**, corps politique et dûment incorporé par la loi et ayant son bureau et sa place d'affaires dans la dite paroisse de Notre-Dame de Stanbridge, dans le dit district, Défenderesse.

1° Un morceau de terre formant partie du lot numéro 19, dans le 9e rang des lots du canton de Stanbridge, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, (tel qu'amendé en vertu des dispositions de l'article 2175 du code civil, 53 Vict. chap. 53), sous le numéro huit cent quarante-seize (840-16), situé sur la rue Gauvin, et contenant 18,432 pieds.

2° La partie est du lot No 828 (huit cent vingt-huit), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, étant partie du lot numéro 19, dans le 9e rang du dit canton de Stanbridge; bornée au nord par le chemin public, au sud par le lot 820, à l'est par le lot 827, et à l'ouest par partie du lot numéro 828, sur le dit plan officiel, étant la partie du dit lot sur lequel la fabrique appelée "La Fabrique de Tricot de Stanbridge," est maintenant située, contenant environ un acre de terre en superficie—ensemble avec la dite Fabrique sus-érigée et toutes les machines qui s'y trouvent.

3° Un morceau de terre de forme triangulaire, étant partie du lot No 19, dans le 9e rang du dit canton de Stanbridge, contenant environ un acre et un quart de terre en superficie, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, comme étant partie du lot numéro huit cent vingt (820); borné au nord et nord-est par Pike River, à l'ouest par les terres d'Israël Thibault, et au sud par la ligne sud du dit lot—avec un moulin à scie sus-érigé et le pouvoir d'eau appartenant au dit moulin.

4° Un morceau de terre formant partie du lot 18, dans le neuvième rang des lots du dit canton de Stanbridge, maintenant désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro huit cent vingt et un (821)—ensemble avec le droit de passage en commun avec Dame O. Gauvin, dans un chemin courant sud jusqu'au chemin principal, et contenant environ un quart d'acre de terre en superficie.

5° Un autre morceau de terre situé dans le canton de Stanbridge, étant partie du lot numéro 19, dans le 9e rang du dit canton de Stanbridge, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stanbridge, sous le numéro huit cent vingt-sept (827)—ensemble avec une factorie de lainage, un pouvoir d'eau, et autres bâtisses sus-érigées; borné au nord par la rue principale.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Anges de Stanbridge, dans le canton de Stanbridge, et district de Bedford, le **TROISIEME** jour de **MARS** prochain, à **NEUF** heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 18 janvier 1900.Shérif.
457-2

'Première publication, 27 janvier 1900.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit Court—District of Bedford.*

Province of Québec, } **THE CORPORATION OF**
 District of Bedford. } **THE PARISH OF**
 No. 4360. } **NOTRE-DAME DE STAN-**
BRIDGE, a body politic and corporated duly incorporated by law and having its office and place of business in said parish of Notre Dame de Stanbridge, in the district of Bedford, Plaintiff; against the lauds and tenements of **PIKE RIVER MILLS COMPANY**, a body politic and corporate duly incorporated by law and having its office and place of business in said parish of Notre Dame de Stanbridge, in said district Defendant.

1. A piece of land forming part of lot number 19, in 9th range of lots in the township of Stanbridge, in the district of Bedford, and known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, (as amended under the provisions of article 2175, of the civil code act, 53 Vict., chap. 53), as number eight hundred and forty, sixteen (840-16), situated on Gauvin street, and containing 18,432 feet.

2. The east part of lot No. 828 (eight hundred and twenty-eight), of the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, being part of lot number 19, in the 9th range of said township of Stanbridge; bounded on the north by the public highway, south by lot 820, east by lot 827, and west by part of lot number 828, on said official plan, being the part of said lot on which the Factory called "La Fabrique de Tricot de Stanbridge," now stands, containing about one acre of land in superficies—together with the said Fabrique thereon erected, and also all the machinery therein contained.

3° A piece of land of triangular form, being part of lot No. 19, in the 9th range of the said township of Stanbridge, containing about one and one quarter of an acre of land in superficies, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, as being part of lot number eight hundred and twenty (820); bounded north and north east by Pike river, west by the lands of Israël Thibault, and south by the south line of said lot—with a saw mill thereon erected and the water power, belonging to said saw mill.

4. A piece of land forming part of lot 18, in the ninth range of lots of the said township of Stanbridge, and now designated upon the official plan and book of reference of said township of Stanbridge, by number eight hundred and twenty-one (821)—together with the right of way in common with Mrs. O. Gauvin, to a road running southerly to the main road, and containing about one quarter of an acre of land in superficies.

5. Another piece of land situate in the township of Stanbridge, being part of lot number 19, in the 9th range of said township of Stanbridge, and now known upon the official plan and book of reference of the said township of Stanbridge, by number eight hundred and twenty-seven (827)—together with a woolen factory, a water power, and other buildings thereon; bounded north by main street.

To be sold at the parish church door of Notre Dame des Anges de Stanbridge, in the township of Stanbridge and district of Bedford, on the **THIRD** day of **MARCH** next, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 18th January, 1900.Sheriff.
453

[First published, 27th January, 1900.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Gaspé.

Percé, à savoir : } **A**LFRED LEGENDRE, Demandeur ; contre
No 39. } **A**DOLPHE VALLÉE, Défendeur.

Tous les ouvrages, bâtisses, améliorations et réclamations du défendeur sur les terrains suivants, savoir :

1° Sur un lot de terre sis et situé sur le quatrième rang du canton Tourelle, dans le comté de Gaspé, de deux arpents et quart de front, plus ou moins, sur la profondeur du dit rang ; borné au nord par les terres du troisième rang, au sud par les terres du cinquième rang, à l'est par une terre en possession de Louis Lefrançois, à l'ouest par une terre en possession de Jean Lévesque.

2° Sur un lot de terre sis et situé sur le quatrième rang du dit canton Tourelle ; borné au nord par les terres du troisième rang, au sud par les terres du cinquième rang, à l'est par une terre en possession de Barthélemi Lafontaine, à l'ouest par une terre en possession de Polycarpe Servant.

3° Sur un lot de terre sis et situé sur le quatrième rang du dit canton Tourelle ; borné au nord par les terres du troisième rang, au sud par les terres du cinquième rang, à l'est par la terre susdite, en possession du dit Polycarpe Servant, à l'ouest par la terre lot numéro lettre G, en possession de Elzébert Sasseville.

4° Sur la moitié est du lot numéro (6) six, de la contenance de cinquante-deux acres, plus ou moins, et sur les lots numéros (7 et 8) sept et huit, de la contenance de deux cent dix acres, plus ou moins. Les dits trois lots de terre sis et situés sur le cinquième rang du dit canton Tourelle ; bornés au nord aux terres du quatrième rang, au sud aux terres du sixième rang, à l'est à Elzéar Dugas, à l'ouest à Joseph Dion.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, le **TREIZIEME** jour de **MARS** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Percé, 19 janvier 1900.
[Première publication, 27 janvier 1900.]

JOS. T. TUZO,
Shérif.
445-2

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **R**OBERT PEEL MCGINNIS, bourgeois, de la ville et du district d'Iberville, et **R**ICHARD C. MONTGOMERIE, manufacturier, de la ville de Saint-Jean, dans le dit district, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu William McGinnis, en son vivant de la dite ville d'Iberville, aux termes du testament olographe de ce dernier dûment vérifié et enregistré, Demandeurs ; contre **H**ORMISDAS GINGRAS, hôtelier, de la dite ville d'Iberville, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au côté sud de la rue

Sherif's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Gaspé.

Percé, to wit : } **A**LFRED LEGENDRE, Plaintiff ; against **A**DOLPHE VALLÉE, Defendant.

All the works, buildings, improvements and claims of the defendant on the following lots, to wit :

1. On a lot of land situate and being in the fourth range of township Tourelle, in the county of Gaspé, of two arpents and a quarter in front, more or less, by the depth of the said range ; bounded on the north by the lands of the third range, on the south by the lands of the fifth range, on the east by a land in the possession of Louis Lefrançois, on the west by a land in the possession of Jean Lévesque.

2. On a lot of land situate and being in the fourth range of the said township Tourelle ; bounded on the north by the lands of the third range, on the south by the lands of the fifth range, on the east by a land in the possession of Barthélemi Lafontaine, and on the west by a land in the possession of Polycarpe Servant.

3. On a lot of land situate in the fourth range of the said township Tourelle ; bounded on the north by the lands of the third range, on the south by the lands of the fifth range, on the east by the land above mentioned, in the possession of the said Polycarpe Servant, and on the west by lot number letter G, in the possession of Elzébert Sasseville.

4. On the east half of lot number six (6), containing fifty-two acres, more or less, and in lots numbers seven and eight (7 and 8), containing two hundred and ten acres, more or less. The said three lots of land situate and being on the fifth range of the said township Tourelle ; bounded on the north by the lands of the fourth range, on the south by the lands of the sixth range, on the east by Elzéar Dugas, on the west by Joseph Dion.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne des Monts, on the **THIRTEENTH** day of **MARCH** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Percé, 19th January, 1900.
[First published, 27th January, 1900.]

JOS. T. TUZO,
Sheriff.
446

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint John's, to wit : } **R**OBERT PEEL MCGINNIS, gentleman, of the town and district of Iberville, and **R**ICHARD C. MONTGOMERIE, manufacturer, of the town of Saint John's, in the district of Iberville, both in their capacity of testamentary executors of the late William McGinnis, in his life time of the said town of Iberville, in accordance with the terms of the holograph will of the latter duly probated and registered, Plaintiffs ; against **H**ORMISDAS GINGRAS, hotel-keeper, of the said town of Iberville, Defendant.

An emplacement lying and situate on the south

Stevenson, dans la ville et le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro quatre-vingt-neuf (No 89)—avec une maison servant d'hôtel et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint Athanase, dans le district d'Iberville, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Sheriff. 815
Saint-Jean, 12 février 1900.
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir : } A SOCIETE PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville. Demanderesse ; contre NAPOLEON POUTRE, fils, hôtelier, de la dite ville de Saint-Jean. Défendeur

Un lot de terre sis et situé au côté ouest de la rue Saint-Jean, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro six cent deux (No 602)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-UNEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Sheriff. 815
Saint-Jean, 12 février 1900.
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Canada, } WILLIAM L. HIBBARD, }
Province de Québec, } commerçant, de la }
District d'Iberville, } ville de Farnham, }
No 6562. }
dans le district de Bedford, Demandeur ; contre FRANCOIS PLOUFFE, ci-devant hôtelier, de la dite ville de Farnham, et maintenant absent dans les Etats-Unis d'Amérique et EDOUARD DEXTRAZE, de la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, Défendeurs.

Comme appartenant au dit Edouard Dextraze :
Un morceau de terre de forme irrégulière, sis et situé sur la route conduisant du rang du Grand Bois ou village, en la paroisse de Saint-Grégoire le Grand, dans le district d'Iberville, connu comme partie du lot numéro cent quatre-vingt-seize (partie du No 196), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand, de la contenance d'environ un arpent et un quart de largeur sur environ trois arpents de largeur ; borné vers le nord-est par le terrain de Trefflé Tarte, vers le sud-ouest par une route publique, vers le nord-ouest par un chemin de passage appartenant à J. A. Benoit, et vers le sud-est par le terrain de Godfroy Normandin—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Grégoire le Grand, le PREMIER jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Sheriff. 437-2
Saint-Jean, 22 janvier 1900.
[Première publication, 27 janvier 1900.]

side of Stevenson street, in the town and district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number eighty-nine (No 89)—with a house used as a hotel and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sheriff. 816
Saint Johns, 12th February, 1900.
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Iberville.
Saint Johns to wit : } THE PERMANENT }
No. 189. } BUILDING SOCIETY }
OF THE DISTRICT OF IBERVILLE, body }
politic and incorporated, having its place of business }
in the town and district of Iberville, Plaintiff ; }
against NAPOLEON POUTRE, junior, hotel- }
keeper of the said town of Saint Johns, Defendant.

A lot of land lying and situate on the west side of Saint Johns street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number six hundred and two (No. 602)—with a house and other buldings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sheriff. 814
Saint Johns, 12th February, 1900.
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Canada, } WILLIAM L. HIB- }
Province of Québec, } BARD, trader, of }
District of Iberville. } the town of Farnham, in }
No. 6562. } the district of Bedford, }
Plaintiff ; against FRANCOIS PLOUFFE, heretofore hotelkeeper, of the said town of Farnham, but now absent in the United States of America, and EDOUARD DEXTRAZE, of the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, Defendants.

As belonging to the said Edouard Dextraze :
A piece of ground of irregular form, lying and situate on the road leading from the range of the Grand Bois to the village, in the parish of Saint Grégoire le Grand, in the district of Iberville, known as part of lot number one hundred and ninety-six (part of No. 196), on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Grégoire le Grand, containing about one arpent and a quarter in width by about three arpents in length ; bounded towards the north east by the land of Trefflé Tarte, towards the south west by a public road, towards the north west by a passage way belonging to J. A. Benoit, and towards the south east by the land of Godfroy Normandin—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire le Grand aforesaid, on the FIRST day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sheriff. 438
Saint Johns, 22nd January, 1900.
[First published, 27th January, 1900.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **THE PEOPLE'S BANK**
No. 2640. } **OF HALIFAX, De-**
manderesse; contre **DAME HONORINE GENE-**
REUX ET VIR., Défendeurs, c'est à savoir :

1. Un emplacement situé en la ville de Fraser-ville, et étant le lot numéro cent soixante (160), du cadastre officiel de la ville de Fraser-ville—circonstances et dépendances; à charge par l'acquéreur de payer une rente annuelle constituée de \$12.75 à William Fraser, écr.

2. Un emplacement situé au même endroit, et étant connu et désigné sous les numéros cent soixante et onze et cent soixante et douze (171 et 172), du cadastre officiel de la ville de Fraser-ville; à charge par l'acquéreur de payer la rente annuelle constituée dont est grévé le dit immeuble en faveur du dit William Fraser, écr—avec les bâtisses sus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Fraser-ville, **MARDI**, le **VINGTIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Fraser-ville, 14 février 1900. 877.
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } **JOSEPH LANGLAIS,**
No 2690. } **manufacturier, de la**
paroisse de Saint Philippe de Néri, Demandeur; contre **JEAN-BAPTISTE OUELLET**, de la paroisse de Saint-Paschal, Défendeur, c'est à savoir :

1° Un certain terrain sis et situé en le troisième rang des concessions de la seigneurie de Kamouraska, contenant environ cent pieds de front sur environ un arpent de profondeur, le tout plus ou moins; borné au nord à Zéphirin Bard, au sud au chemin public, au sud-ouest partie à Léonce Pelletier et partie à Joseph Dion, et au nord-est au terrain ci-après immédiatement désigné—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; le dit immeuble étant le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Paschal, sous le numéro deux cent soixante et dix-huit (No 278).

2° Un autre terrain situé au même endroit que le précédent, de contenance indéterminée, mais qui est contenue dans les bornes suivantes, savoir: au nord et au nord-est au ruisseau y existant, au sud à un chemin privé, et au sud-ouest partie au terrain ci-avant immédiatement désigné, et partie au dit Zéphirin Bard—avec le moulin à scie sus-construit, comprenant tous les outils et machineries servant à l'exploitation du dit moulin; le dit immeuble faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Paschal, sous le numéro cent vingt-sept (No 127), appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Paschal, **MERCREDI**, le **VINGT-UNIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures avant-midi. Bref rapportable suivant la loi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Fraser-ville, 13 février 1900. 879
[Première publication, 17 février 1900.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit: } **THE PEOPLE'S BANK**
No. 2640. } **OF HALIFAX, Plain-**
tiff; against **DAME HONORINE GENE-**
REUX ET VIR. Defendants, to wit :

1. A lot of land situate in the town of Fraser-ville, and being lot number one hundred and sixty (160), of the official cadastre of the town of Fraser-ville—circumstances and dependencies; on condition that the purchaser shall pay a yearly constituted rent of \$12.75 to William Fraser, esquire.

2. A lot of land situate at the same place, and known and designated under the numbers one hundred and seventy-one and one hundred and seventy-two (171 and 172), of the official cadastre of the town of Fraser-ville; on condition that the purchaser shall pay the annual constituted rent on the said immovable in favor of the said William Fraser, esquire—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the town of Fraser-ville, **TUESDAY**, on the **TWENTIETH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's office, Sheriff.
Fraser-ville, 14th February, 1900. 878
[First published, 17th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit: } **JOSEPH LANGLAIS,**
No. 2690. } **manufacturer, of the**
parish of Saint Philippe de Neri, Plaintiff; against **JEAN BAPTISTE OUELLET**, of the parish of Saint Paschal, Defendant, to wit :

1. A certain lot of land situate and being in the third range of the concessions of the seigniorie of Kamouraska, containing about one hundred feet in front by about one arpent in depth, the whole more or less; bounded on the north by Zéphirin Bard, on the south by the public road, on the south west partly by Léonce Pelletier and partly by Joseph Dion, and on the north east by the lot next herein-after described—with the house and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; the said immovable being the lot known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Paschal, under the number two hundred and seventy eight (278).

2. Another lot of land situate at the same place as the preceding one, of undetermined area, but contained within the following boundaries, to wit: on the north and north east by the stream there, on the south by a private road, and on the south west partly by the lot next herein above described, and partly by the said Zéphirin Bard—with the saw mill thereon erected, including all tools and machines used in working the said mill; the said immovable forming part of the said lot and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Paschal, under the number one hundred and twenty-seven (No 127), appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paschal, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-FIRST** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraser-ville, 13th February, 1900. 880
[First published, 17th February, 1900.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnées ont été saisies et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
(ALIAS.)

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOHN McDONALD HAINS**,
No 1545. } des cité et district de Montréal, comptable, Demandeur; contre les terres et tenements de **J. S. BOUSQUET**, de Maisonneuve, dans le district de Montréal, un des Défendeurs, conjointement et solidairement avec Dame Adèle Trottier, (de Laprairie, dans le dit district, épouse séparée de biens d'Alphonse Charlebois, du même lieu, et ce dernier dans le but d'autoriser sa dite épouse, l'autre défendeur.

Saisi comme appartenant au dit **J. S. Bousquet**, l'immeuble suivant, à savoir:

Lots de subdivision numéros quarante-six, quarante-huit, cinquante et cinquante-deux, de la subdivision officielle du lot connu sous le numéro quarante-quatre (46, 48, 50 et 52 de 44), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le district de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le **VINGT-TROISIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 13 février 1900. Shérif. 831
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME JULIA LUNN**,
No 3085. } **D**euve de feu l'honorable Alexander Cross, en son vivant de la cité de Montréal, un des juges de la Cour du Banc de la Reine pour la province de Québec, *et al.*, tous en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et codicille du dit feu honorable Alexander Cross, homologué dans la cour supérieure, Montréal, le 23 octobre 1895, Demandeurs; contre les terres et tenements de **JAMES BAXTER**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Saint-Laurent, connu et désigné sous le numéro quatre cent onze (411), des plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, et contenant environ quarante-neuf pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-TROISIEME** jour de **MARS** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 13 février 1900. Shérif. 833
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **RODOLPHE JULES**
No 27. } **R**DEMERS, banquier, des cité et district de Montréal, y faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de "Le Comptoir d'Escompte", Demandeur; contre les terres et tenements de **C. G. GAUCHER**, tant personnellement que pour autoriser son épouse, Mélodie Jalbert, épouse contractuellement séparée de biens de **C. G. Gaucher**, et **F. X. Perras**, avocat, tous des cité et district de Montréal, et Adèle Lord, du même lieu, veuve de Prudent Jalbert, en son vivant du même lieu, Défendeurs.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
(ALIAS.)

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOHN McDONALD HAINS**,
No. 1545. } of the city and district of Montreal, accountant, Plaintiff; against the lands and tenements of **J. S. BOUSQUET**, of Maisonneuve, in the district of Montreal, one of the Defendants, jointly and severally with Dame Adèle Trottier, of Laprairie, in said district, wife separated as to property of Alphonse Charlebois, of the same place, and the latter for the purpose of authorizing his said wife, the other Defendant.

Seized as belonging to the said **J. S. Bousquet**, the following immoveable, to wit:

Subdivision lots numbers forty-six, forty-eight, fifty and fifty-two, of the official subdivision of lot known as number forty-four (46, 48, 50 and 52 of 44), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the district of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-THIRD** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 13th February, 1900. Sheriff. 832
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME JULIA LUNN**,
No. 3085. } **D**widow of the late Honorable Alexander Cross, in his lifetime of the city of Montreal, one of the judges of the Court of Queen's Bench for the province of Quebec, *et al.*, all in their quality of executors of the last will and testament and codicil thereto of said late Honorable Alexander Cross, proved in the Superior Court, Montreal, on the 23rd October, 1895, Plaintiffs; against the lands and tenements of **JAMES BAXTER**, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Montreal; bounded in front by St-Lawrence street, known and designated as number four hundred and eleven (411), of the official plan and book of reference of the village of St-Jean-Baptiste, and containing about forty-nine feet in width by one hundred feet in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-THIRD** day of **MARCH** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 13th February, 1900. Sheriff. 834
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **RODOLPHE JULES DE-**
No. 27. } **R**MERS, banker, of the city and district of Montreal, doing business therein alone as under the name and style of "Le Comptoir d'Escompte," Plaintiff; against the lands and tenements of **C. G. GAUCHER**, both personally and for the purpose of authorizing his wife, Mélodie Jalbert, wife separated as to property by marriage contract of **C. G. Gaucher**, **F. X. Perras**, advocate, all of the city and district of Montreal, and Adèle Lord, of the same place, widow of Prudent Jalbert, in his lifetime of the same place, Defendants.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse, Adèle Lord, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre sise et située en la concession de la Grande Ligne, dans la paroisse de Saint-Hubert, comté de Chambly, district de Montréal, connue et désignée comme étant une partie du numéro cent soixante-dix huit (No 178), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, contenant trois arpents de front sur trente-six arpents et sept perches de profondeur; bornée en front par le chemin de la Grande Ligne, en profondeur au chemin de fer "Montreal, Portland and Boston," ci-devant Montréal, Chambly et Sorel, d'un côté au résidu du numéro cent soixante-dix-huit (No 178), et appartenant à Raymond Charron ou représentants, et de l'autre côté à Flavien Moquin ou représentants—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert, le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 13 février 1900. 835
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALFRED DALBEC, No 646. } Avocat, des cité et district de Montréal. Demandeur ; contre les terres et tenements de M. GUERIN, JAS. J. GUERIN et EDMUND GUERIN, tous trois du même lieu. Défenseurs, conjointement et solidairement.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, James J. Guerin, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest et résidu du lot officiel numéro quatre vingt-neuf (pt. N. O. No 89), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la dite cité de Montréal, mesurant quarante-cinq pieds de largeur sur la rue De Salaberry, quarante-cinq pieds de largeur en arrière, quarante-trois pieds de longueur du côté sud-est, et quarante-cinq pieds de longueur du côté nord-ouest, le tout mesure anglaise, plus ou moins et sans garantie de mesure précise ; borné en front par la rue De Salaberry, en arrière par le lot de subdivision numéro un, du numéro officiel quatre-vingt-dix (90-1), du côté sud-est par la partie expropriée du dit numéro quatre-vingt-neuf, la propriété de Lomer Gouin et de Joseph Honoré Mayrand ou représentants, et du côté nord-ouest par le lot numéro quatre-vingt-dix, non subdivisé, des susdits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—sans bâtisse.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jours de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 13 février 1900. 837
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } APPOLINE MESSIER, No 2895. } fille majeure et usant de ses droits, du village de Varennes, district de Montréal. Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause de ARTHUR PREVOST, de la paroisse de Varennes, dit district, défendeur.

Un immeuble connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et quatre (2624), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Varennes, ayant front sur le chemin de la rivière aux Pins—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Varennes, le VINGT-DEUXIÈME

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, Adèle Lord, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in the Grande Ligne concession, of the parish of Saint-Hubert, county of Chambly, district of Montreal, known and designated as a portion of number one hundred and seventy-eight (No 178), on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hubert, containing three arpents in front by thirty-six arpents and seven perches in depth ; bounded in front by the Grande Ligne road, in rear by the Montreal, Portland and Boston Railway, heretofore the Montreal, Chambly and Sorel Railway, on one side by the remainder of the said lot number one hundred and seventy-eight (No. 178), belonging to Raymond Charron or representatives, and on the other side by Flavien Moquin or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door, of the parish of Saint-Hubert, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 13th February, 1900. 836
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } ALFRED DALBEC, No. 646. } Avocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of M. GUERIN, JAS. J. GUERIN and EDMUND GUERIN, all three of the same place, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the said defendant, James J. Guerin, the following immovable, to wit :

A lot of land situate and being in the city of Montreal, being the north west part and remainder of lot official number eighty-nine (N.-W. pt. No 89), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the said city of Montreal, measuring forty-five feet in width on DeSalaberry street, forty-five feet in width in rear, forty-three feet in length on the south east side, and forty-five feet in length on the north west side, the whole english measure, more or less, and without warranty of precise measurement ; bounded in front by DeSalaberry street, in rear by lot subdivision number one, of the official number ninety (90-1), on the south east side by the expropriated part of the said lot number eighty-nine, the property of Lomer Gouin and Joseph Honoré Mayrand or representatives, and on the north west side by lot number ninety, not subdivided, of the said official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward—without any buildings thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 13th February, 1900. 835
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } APPOLINE MESSIER, No. 2895. } spinster, of the village of Varennes, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", annexed to the writ in this cause, belonging to ARTHUR PREVOST, of the parish of Varennes, in the said district, Defendant.

An immovable known and described under the number two hundred and sixty-four (264), of the official plan and book of reference of the parish of Varennes, fronting on the Rivière aux Pins road—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Varennes, on the TWENTY-SECOND

jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 13 février 1900. Shérif. 841
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : JOSEPH W. SMITH, fabricant de briques, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME JESSIE SMITH, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de John Murison, du même lieu ; la dite Jessie Smith, con racteur, dûment autorisée à agir comme tel par son dit époux, et faisant affaires à Montréal, sous le nom de John Murison & Co., et le dit John Murison pour autoriser son épouse, Défender sae.

La moitié nord ouest d'un lot de terre sis et situé dans la ville St-Louis (Montréal annexé) dans le comté d'Hochelaga, district de Montréal, connu sous le numéro vingt-sept (27), de la subdivision du numéro treize (13), de la subdivision du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte St-Louis, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro douze (12) ; la susdite moitié mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par cent (100) pieds de profondeur, mesure anglaise ; bornée en front par la rue Mance, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 13 février 1900. Shérif. 839
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : JOHN MURPHY ET HUGH HENRY, tous deux des cité et district de Montréal, et GEORGE DONALD MACKAY, de la ville de Westmount, dans le district de Montréal, tous marchands et associés, faisant affaires ensemble en société dans les susdites cité et district de Montréal, sous les nom et raison de John Murphy & Compagnie, Demandeurs ; contre les terres et tenements de DAME LUCILLA JANE OSBORNE, des cité et district de Montréal, épouse dûment séparée de biens de Henry Millen, du même lieu, et le dit Henry Millen comme mari, et dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défender sae.

2° Un lot de terre situé dans la dite cité de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent seize pieds de profondeur, mesure anglaise, mesure précise, formant partie de la subdivision 22, sur le plan de subdivision dûment fait et produit du lot numéro 1653, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, et comprenant : 1° une lisière de terre contenant quatre pieds dix pouces de largeur sur cent seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, formant la partie sud-ouest de la subdivision B, de la dite subdivision 22 ; la dite lisière étant bornée en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par la ruelle en commun 1653 S, 22 G, au sud-ouest par 1653 S, 22 C, et au nord-est par le résidu de la dite subdivision 1653 S, 22 B, la propriété de William McLennan et autres.

2° Une autre lisière de terre contenant quinze pieds deux pouces de largeur sur cent seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et formant partie de la subdivision C, de la dite subdivision 22 ; la dite lisière étant bornée en front par la rue Sainte-Catherine, en arrière par la dite ruelle en commun, au sud-ouest par le résidu de la dite

day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 13th February, 1900. Sheriff. 842
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : JOSEPH W. SMITH, brick manufacturer, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME JESSIE SMITH, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of John Murison, of the same place ; the said Jessie Smith, being a contractor duly authorized to act as such by her said husband and carrying on business in Montreal, under the name of John Murison & Co., and the said John Murison for the purpose of authorizing his wife, the Defendant.

The north-west half of a lot of land situate and being in the town of Saint Louis (Montreal annex), in the county of Hochelaga, district of Montreal, known as number twenty seven (27), of the subdivision of number thirteen (13), of the subdivision of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, in the county of Hochelaga, under the number twelve (12) ; the aforesaid half measuring twenty-five (25) feet in width by one hundred (100) feet in depth, english measure ; bounded in front by the Mance street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, at the TWENTY-SECOND day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 13th February, 1900. Sheriff. 840
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : JOHN MURPHY AND HUGH HENRY, both of the city and district of Montreal, and GEORGE DONALD MACKAY, of the town of Westmount, in the district of Montreal, all merchants and copartners carrying on business together in copartnership, in the city and district of Montreal aforesaid, under the style and firm of John Murphy and Company, Plaintiffs ; against the lands and tenements of DAME LUCILLA JANE OSBORNE, of the city and district of Montreal, wife duly separated as to property from Henry Millen, of the same place, and the said Henry Millen as the husband, and for the purpose of authorizing his said wife, Defendant.

2° A lot of land situate in the said city of Montreal, containing twenty-five feet in width by one hundred and sixteen feet in depth, english measure, precise measurement, forming part of subdivision 22, on the subdivision plan duly made and filed of lot number 1653, of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of said city of Montreal, and comprising : 1st a strip of land containing four feet ten inches in width, by one hundred and sixteen feet in depth, english measure, more or less, forming the south west part of subdivision B, of said subdivision 22 ; bounded said strip in front by Sainte Catherine street, in rear by the common lane 1653 S, 22 G, to the south west by 1653, S 22 C, and to the north east by the remainder of said subdivision 1653 S, 22 B, the property of William McLennan and others.

2. Another strip of land containing fifteen feet two inches in width by one hundred and sixteen feet in depth, english measure, more or less, and forming part of subdivision C, of said subdivision 22 ; bounded said strip in front by Sainte Catherine street, in rear by said common lane, to the south west by the remaining part of said subdivision

subdivision 1653 S, 22 C, la propriété de John Morris, et au nord-est par la partie ci-dessus décrite de la dite subdivision 1653 S, 22 B—avec une maison ayant le front en pierre et autres bâtisses sus-érigées, les murs des deux côtés de la dite maison étant mitoyens, et avec le droit de passage à pied et en voiture et avec des animaux dans la ruelle de douze pieds de largeur en arrière, connue comme 1653 S, 22 G, circonstances et dépendances.

3° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision U, du lot numéro 1625, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Sainte-Catherine—avec les bâtisses sus-érigées, les murs de côté et clôtures divisant la dite maison de la propriété des deux côtés étant mitoyens, circonstances et dépendances.

4° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision 3, du lot numéro 1841 E, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal; borné en front par la rue Shuter—avec une maison en briques, front en pierre, sus-érigée, avec le droit de passage dans la ruelle de quinze pieds en arrière du dit lot, conduisant à la rue Milton, circonstances et dépendances.

5° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision 2, du lot numéro 1841 E, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal; borné en front par la rue Shuter—avec une maison en briques et front en pierre sus-érigée—avec le droit de passage dans la ruelle de quinze pieds en arrière du dit lot, conduisant à la rue Milton, circonstances et dépendances.

6° Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné comme subdivision 2, du lot numéro 1841 H, et subdivision un, du lot numéro 1841 E, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal; borné en front par la rue Shuter—avec une maison en briques, front en pierre, sus-érigée, avec le droit de passage dans la ruelle de quinze pieds en arrière du dit lot, conduisant à la rue Milton, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 14 février 1900. 861
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Court de Circuit—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LES CURÉS ET MAR-
No 13986. } L GUILLIERS DE
L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE
DE SAINT-LAURENT, corps incorporé de la dite
paroisse de Saint Laurent, dit district, Deman-
deurs; contre les terres et tenements de EUSTA-
CHE PREVOST, de la paroisse du Sault-au-Récol-
let, dit district, Défendeur.

Cinq lots de terre situés dans la concession côté nord de la Côte Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal—avec circonstances et dépendances, connus et désignés sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, sous les numéros trois cent quarante sept, trois cent quarante huit, trois cent quarante neuf, trois cent cinquante et trois cent cinquante et un.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Montréal, 23 janvier 1900. 477-2
[Première publication, 27 janvier 1900.]

1653 S, 22 C, the property of Jon Morris, and to the north east by the above described part of said subdivision 1653 S, 22 B— with a stone front dwelling house and out buildings thereon erected, of which house the gable walls on both sides are mitoyens, and with the right of passage on foot and with vehicles and animals in the lane of twelve feet in width in rear, known as 1653 S, 22 G, circumstances and dependencies.

3. A lot of land situate in the city of Montreal, and known and designated as subdivision U, of lot number 1625, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of said city of Montreal; bounded in front by Sainte Catherine street—with the buildings thereon erected, the gable walls and fences dividing the same from the property on either side being mitoyens, circumstances and dependencies.

4° A lot of land situate in the city of Montreal, and known and designated as subdivision 3, of lot number 1841 E, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of said city of Montreal; bounded in front by Shuter street—with a brick house, stone front, thereon erected, with right of passage in the lane of fifteen feet in the rear thereof, leading to Milton street, circumstances and dependencies.

5. A lot of land situate in the city of Montreal and known and designated as subdivision 2, of lot number 1841 E, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of said city of Montreal; bounded in front by Shuter street—with a brick house and stone front thereon erected, with right of passage in the lane of fifteen feet in the rear thereof, leading to Milton street, circumstances and dependencies.

6. A lot of land situate in the city of Montreal, and known and designated as subdivision 2, of lot number 1841 H, and subdivision one, of lot 1841 E, on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of said city of Montreal; bounded in front by Shuter street—with a brick house, stone front, thereon erected, with right of passage in the lane of fifteen feet in the rear thereof, leading to Milton street, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 14th February, 1900. 862
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court—District of Montreal.

Montréal, to wit: } THE CURATE AND CHURCH
No. 13986. } WARDENS OF THE FA-
BRIQUE OF THE PARISH OF SAINT LAU-
RENT, a body politic and corporate of the said
parish of Saint Laurent, said district, Plaintiffs;
against the lands and tenements of EUSTACHE
PREVOST, of the parish of Sault au Recollet, said
district, Defendant.

Five lots of land situate in the concession north side of the Côte Saint Laurent, county of Jacques Cartier, district of Montreal—with circumstances and dependencies, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, as numbers three hundred and forty-seven, three hundred and forty-eight, three hundred and forty-nine, three hundred and fifty and three hundred and fifty-one.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIRST day of MARCH next, at TWO of the clock in the afternoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 23rd January, 1900. 478
[First published, 27th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MAITRES LAMOTHE,**
 No 338. } **TRUDEL & TRUDEL,**
 de Montréal, avocats distrayants, dans une certaine cause où Joseph Baribeau, laitier, de la cité et du district de Montréal, était Demandeur ; et LE RÉVEREND FRANCOIS - XAVIER JOSEPH LEVEILLE, prêtre, Charles Alphonse Léveillé, de la cité de Montréal, tant personnellement qu'en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Joseph Léveillé, en son vivant bourgeois, de la cité de Montréal, Joseph Duclos, agissant tant en son nom que comme tuteur dument élu en justice à Olier Alphonse Raoul et Marie Alberta Joséphine Alice Duclos, tous deux enfants mineurs issus du mariage du dit Joseph Duclos et de feu Dame Marie Joséphine Léveillé, et Joseph Gustave Alexandre Duclos, étaient Défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit Joseph Baribeau :

1° Un droit de réméré appartenant au dit demandeur, pendant deux ans à compter du 4 janvier 1900, stipulé dans un acte de vente, portant la dite date, entre le demandeur et Dame Coursol, épouse de Robert Kane, passé à Montréal, devant M^{re}. H. P. Pepin, notaire, concernant les immeubles suivants, savoir :

Un terrain sis et situé au quartier Hochelaga, de la dite cité de Montréal, devant former coin nord-est de la rue Saint-Germain et de la rue Duquette projetée, comprenant le dit emplacement la partie sud-est du lot numéro quatre vingt-dix et le lot numéro quatre vingt-onze (partie 90 et 91), de la subdivision officielle du lot No. 50, des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, ayant tous deux front sur la rue Saint-Germain, en la cité de Montréal, la partie sud-est du dit lot No. 90, étant bornée comme suit : au sud-ouest à son front par la dite rue Saint-Germain, d'un côté au sud-est par le lot No. 91, ci-dessus désigné, en arrière au nord-est par le lot No. 30 du dit cadastre, et de l'autre côté au nord-ouest par le reste et résidu du même numéro 90, appartenant actuellement à la compagnie de chemin de fer Chateauguay et Nord.

2° L'immeuble connu et désigné comme étant le (No. 92) quatre vingt-douze, de la subdivision officielle du lot numéro 50, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, ayant front sur la rue Saint-Germain, en la cité de Montréal—sans bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
 Montréal, 23 janvier 1900. 479-2
 [Première publication, 27 janvier 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE CONFEDERATION**
 No. 958. } **LIFE ASSOCIATION,**
 corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa place d'affaires dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, Demanderesse ; contre les terres et tenements de THOMAS H. DOYLE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, dans le quartier Saint-Gabriel ; borné en front par la rue Centre, connu et désigné sous le numéro deux mille six cent quatre (No. 2604), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
 Montréal, 24 janvier 1900. 511-2
 [Première publication, 27 janvier 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MAITRES LAMOTHE,**
 No. 338. } **TRUDEL & TRUDEL,**
 of Montreal, advocates, distracting, in a certain suit in which Joseph Baribeau, milkman, of the city and district of Montreal, was Plaintiff ; and THE RÉVEREND FRANCOIS XAVIER JOSEPH LEVEILLE, priest, Charles Alphonse Léveillé, of the city of Montreal, as well personally as in their quality of testamentary executors of the late Joseph Léveillé, in his lifetime gentleman, of the city of Montreal, Joseph Duclos, acting as well in his own name as in his quality of tutor duly appointed by law to Olier Alphonse Raoul and Marie Alberta Joséphine Alice Duclos, both minor children issue of the marriage of the said Joseph Duclos, and of the late Dame Marie Joséphine Léveillé, and Joseph Gustave Alexandre Duclos, were Defendants.

Seized as belonging to the said Joseph Baribeau :

1° A right of redemption belonging to the said plaintiff, during two years reckoning from the 4th of January, 1900, stipulated in a deed of sale bearing the said date, between the plaintiff and Dame Coursol, wife of Robert Kane, passed at Montreal, before M^{re}. H. P. Pepin, notary, concerning the following immovables, to wit :

A lot situate in Hochelaga ward, of the said city of Montreal, which shall be the north east corner of Saint Germain street and of Duquette street (projected), said lot comprising the south east part of lot number ninety and lot number ninety-one, (part of 90 and 91), of the official subdivision of lot No. 50, of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, both fronting on Saint Germain street, in the city of Montreal, the south east part of the said lot No. 90, being bounded as follows : on the south west in front by the said Saint Germain street, on one side to the south east by the lot No. 91, herein above described, in rear to north east by lot No. 30, of the said cadastre, and on the other side to the nord west by the remainder and residu of the same number 90, actually belonging to the Chateauguay and Northern Railway Company.

2. The lot known and described as being number ninety-two (No. 92), of the official subdivision of the lot number 50, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, having its front on Saint Germain street, in the city of Montreal—without buidings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 23rd January, 1900. 480
 [First published, 27th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit : } **THE CONFEDERATION**
 No. 958. } **LIFE ASSOCIATION,**
 politic and corporate, having its principal office and place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, Plaintiff ; against the lands and tenements of THOMAS H. DOYLE, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, in Saint Gabriel ward ; bounded in front by Centre street, known and designated as number two thousand six hundred and four (2604), of the official plan and book of refence of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SECOND day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff Office, Deputy Sheriff.
 Montreal, 24th January, 1900. 512
 [First published, 27th January, 1900.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **BENJAMIN BENOIT**,
No 1521. } *avocat, de la ville de*
Saint-Louis, district de Montréal, Demandeur ; contre
les terres et tenements de M. J. A. DECELLES, de la
cité et du district de Montréal, Défendeur.

1o Deux lots de terre sis et situés en la paroisse de
la Pointe-aux-Trembles ; bornés en front par la rue
Arsène, connus et désignés sous les numéros de subdivi-
sion quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-six, du plan
numéro soixante et dix-sept (85, 86—77), des plan et
livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-
Trembles—sans bâtisses.

2o Trois autres lots de terre sis et situés en le village
de Beauvillage ; bornés en front par la rue Lecours,
connus et désignés sous les numéros de subdivision deux
cent trente-neuf, deux cent quarante et deux cent
quarante et un, du lot numéro trois cent quatre-vingt-
dix-sept (239, 240, 241—397), des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe—
sans bâtisses.

3o Un autre lot de terre sis et situé en la ville de
Longueuil, connu et désigné comme étant la partie
nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-seize (96), des
plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil,
contenant soixante pieds de largeur par quatre-vingt
pieds de profondeur, plus ou moins, et mesure anglaise,
et borné comme suit ; en front par le chemin de
Chambly, en arrière part e par le lot numéro quatre-
vingt-deux, et partie par le lot numéro quatre-vingt-
dix-sept, d'un côté par le lot numéro quatre-vingt-
quinze, et de l'autre côté par le résidu du dit lot
numéro quatre-vingt-seize, tous les numéros étant les
numéros des dit plan et livre de renvoi officiels du
village de Longueuil—avec une maison et autres
bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, les lots mentionnés dans les para-
graphes Nos 1 et 2, en mon bureau, en la cité de
Montréal, le DEUXIEME jour de MARS prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi et le lot dans le paragraphe
No 3, à la porte de l'église de Longueuil, le
TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures
de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.

Bureau du Shérif,

Montréal, 16 janvier 1900.

La première publication du 20 janvier 1900 est nulle.

[Première publication, 27 janvier 1900.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUÉBEC** ;
No 2642. } *contre ZOE ALAIN, de*
la paroisse de Saint Raymond, en le comté de Port-
neuf, en le district de Québec, ci-devant de la cité
de Québec, en le district de Québec, épouse séparée
de biens de Patrick Gauvin, et le dit Patrick Gauvin
mis en cause pour assister sa dite épouse, à savoir :

1° Le lot No 1218 A (mille deux cent dix-huit A),
du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier,
de la cité de Québec, étant un terrain situé rue
Sainte-Hélène.

2° Partie du lot No 1218 B (mille deux cent dix-
huit B), du dit cadastre, étant une lisière de terrain
de deux pieds et trois pouces de largeur à prendre
du côté ouest au bout de la profondeur du dit lot
No 1218 B, se prolongeant de la dite profondeur et
finissant à rien en ligne droite vers le nord jusqu'au
point de division à la profondeur des deux maisons
construites sur les dits lots ; sujet à une rente an-
nuelle foncière de \$8.84, payable le 29 septembre à
Sa Majesté, représentée par le gouvernement de

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **BENJAMIN BENOIT**, advo-
No 1521. } *ocate, of the town of Saint-*
Louis, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands
and tenements of M. J. A. DECELLES, of the city
and district of Montreal, Defendant.

1. Two lots of land situate and being in the parish
of Pointe aux Trembles ; bounded in front by Arsene
street, known and described as subdivision numbers
eighty-five and eighty-six, of lot number seventy-seven
(85, 86—77), of the official plan and book of reference
of the parish of Pointe aux Trembles—without build-
ings.

2. Three other lots of land situate and being in the
village of Beauvillage ; bounded in front by Lecours
street, known and described as subdivision numbers
two hundred and thirty-nine, two hundred and forty
and two hundred and ninety-seven, of lot number three
hundred and ninety-seven (239, 240, 241—397), of the
official plan and book of reference of the parish of
Longue Pointe—without buildings.

3. Another lot of land situate and being in the town
of Longueuil, known and described as being the north
west part of lot number ninety-six (96), of the official
plan and book of reference of the village of Longueuil,
containing sixty feet in width by eighty feet in depth,
more or less, and english measure, and bounded as
follows : in front by the Chambly road, in rear partly
by lot number eighty-two and partly by lot number
ninety-seven, on one side by lot number ninety-five,
and on the other side by the residue of the said lot
number ninety-six, all the numbers being numbers of
the said official plan and book of reference of the vil-
lage of Longueuil—with a house and other buildings
thereon erected.

To be sold, the lots mentioned in the paragraphs
Nos. 1 and 2, at my office, in the city of Montreal, on
the SECOND day of MARCH next, at ELEVEN of
the clock in the forenoon ; and the lot in the paragraph
No. 3, at the church door of Longueuil, the THIRD
day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the
forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 16 h January, 1900.

The first publication of the 20 h January, 1900, is
null.

[First published, 27th January 1900.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the au-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUÉBEC** ;
No. 2642. } *against ZOE ALAIN, of the*
parish of Saint Raymond, in the county of Port-
neuf, in the district of Québec, heretofore of the city
of Québec, in the district of Québec, wife separated
as to property of Patrick Gauvin, and the said
Patrick Gauvin mis en cause to assist his said wife,
to wit :

1. Lot No. 1218 A (one thousand two hundred
and eighteen A), of the official cadastre for Jacques
Cartier ward, of the city of Québec, being a lot of
land situate in Saint Helen street.

2. Part of lot No. 1218 B (one thousand two hun-
dred and eighteen B), of the said cadastre, being a
strip of land two feet three inches in width to be taken
from the west side at the end of the depth of the
said lot No. 1218 B, extending from the said depth
and ending in nothing in a straight line towards
the north to the point of division to the depth of
the two houses built on the said lots ; subject to an
annual ground rent of \$8.84, payable on the 29th
September, to Her Majesty, represented by the

cette province, la dite rente affectant aussi tout le dit lot No 1218 B ; le tout pour être vendu en bloc

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 février 1900. 863
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } CHARLES JOSEPH MAR-
No 504. } CHILDON, commerçant,
de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets ; contre
EDOUARD BARABÉ, de la paroisse de Saint-
Jean Deschaillons, district de Québec, à savoir :

1° Le lot No 245 (deux cent quarante-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, étant une terre située au troisième rang—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 246 (deux cent quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Deschaillons, étant une terre située au troisième rang—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

3° Une bâtisse en bois à deux étages contenant un moulin à scie, un moulin à bardeau et un planeur, avec tout l'agrès et l'outillage s'y trouvant actuellement et servant à l'exploitation des dits moulins et planeur, plus une chaudière et un engin servant à mettre le mécanisme en opération. Le tout situé sur une partie du terrain de Louis Lafond et Lubin Pérusse, tous deux de Sainte-Emilie, que ces derniers possèdent par indivis et faisant partie du lot cadastral No 2 (deux), pour cette dernière paroisse. Lequel terrain le défendeur occupe par bail verbal à lui consenti par les dits Lafond et Pérusse, moyennant vingt piastres de rente annuelle.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Deschaillons, le DIX-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 15 février 1900. 869
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } DAME MARY ELLEN
No 2416. } CONWAY, de Saint-
Joseph de Lévis, veuve de John S. Murphy, en son vivant du même lieu ; contre JEAN-BAPTISTE
AMEDEE GUIMONT, du Cap Saint-Ignace, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu John S. Murphy, à savoir :

Un moulin à scie avec ses accessoires, machineries, estacade, (booms), un hangar, un bureau, une maison, une écurie et les quais et ponts situés sur un lopin de terre de forme irrégulière, lequel fait partie du lot No 387 (trois cent quatre-vingt sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency ; borné comme suit : au sud-est à la rivière Desvases, y compris la dite rivière, à l'ouest à la rivière Sainte-Anne, au nord-ouest par une ligne tirée du coin sud-ouest d'une clôture actuellement existante sur le reste du terrain appartenant à Octave Labranche, à alier vers l'est à un orme planté à environ deux arpents de la demeure du dit Labranche, et prolongée la dite ligne vers l'ouest jusqu'à la dite rivière Sainte-Anne, et vers l'est jusqu'à et y compris la dite rivière Desvases.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joachim, comté de Montmorency, le NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 1er février 1900. 635-2
[Première publication, 3 février 1900.]

gouvernement of this province, the said rent a'so affecting the whole of the said lot No. 1218 B ; the whole to be sold en bloc.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 15th February, 1900. 864
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } CHARLES JOSEPH MAR-
No. 504. } CHILDON, trader, of the
parish of Saint Pierre les Becquets ; against
EDOUARD BARABÉ, of the parish of Saint Jean
Deschaillons, district of Quebec, to wit :

1. Lot No. 245 (two hundred and forty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Deschaillons, being a lot of land situate in the third range—with buildings, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 246 (two hundred and forty-six), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Deschaillons, being a lot situate in the third range—with buildings, circumstances and dependencies.

3. A two story frame building containing a saw-mill, a single mill, a planer, with all the accessories and plant actually there and used in working the said mill and planer, also a boiler and engine for driving the said machinery. The whole situated on a part of the lot of Louis Lafond and Lubin Pérusse, both of Sainte Emilie, which the latter own undividedly and which forms part of lot cadastral No. 2 (two), for the latter parish. Which said lot the defendant occupies under verbal lease to him consented by the said Lafond and Pérusse, in consideration of an annual rent of twenty dollars.

To be sold at the parochial church door of Saint Jean Deschaillons, on the NINETEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 15th February, 1900. 870
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } DAME MARY ELLEN
No. 2416. } CONWAY, of Saint
Joseph de Lévis, widow of John S. Murphy, in his lifetime of the same place ; against JEAN BAPTISTE AMEDEE GUIMONT, of Cap Saint Ignace, in his quality of curator to the vacant estate of the late John S. Murphy, to wit :

A saw mill with its accessories, machinery, booms, a store, an office, a house, a stable, and the wharves and bridges situate on a lot of land of irregular outlines which forms part of lot No. 387 (three hundred and eighty seven), of the official cadastre of the parish of Saint Joachim, county of Montmorency ; bounded as follows, on the south east by the river Desvases, including the said river therein, on the west by the river Sainte Anne, on the north west by a line drawn from the south west corner of a fence actually standing on the rest of the land belonging to Octave Labranche, going towards the east to an elm tree planted at about two arpents from the residence of the said Labranche, said line prolonged towards the west to the said river Sainte Anne, and towards the east to and including the said river Desvases.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joachim, county of Montmorency, on the NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 1st February, 1900. 636.
[First published, 3rd February, 1900.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du comté de Berthier—District de Joliette.

Sorel, à savoir : } DOMINIQUE TESSIER, marchand, de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier, Demandeur ; contre PHILIPPE DULAC, de la ville de Berthier, dans le comté de Berthier. Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Berthier, au nord-ouest de la rue William, connu et désigné au cadastre officiel de la dite ville de Berthier, sous le numéro cent vingt-huit (No 128), mesurant quarante-trois pieds et demi de front sur cent quarante-cinq pieds de profondeur—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le DIX-NEUVIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 16 février 1900. 873
[Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit du comté d'Yamaska—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DORILA DESMARAIS, com-mercant, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, comté d'Yamaska, district de Richelieu, Demandeur ; contre NAPOLEON MARTEL, ci-devant de la paroisse de Saint-Pie de Guire, dits comté et district, résidant actuellement aux Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Pie de Guire, en la concession Sainte-Marguerite, de trois arpents de front sur vingt-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue par et sous les numéros trente-neuf et quarante (Nos 39 et 40), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Pie de Guire—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Pie de Guire, le TROISIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 23 janvier 1900. 529-2
[Première publication, 27 janvier 1900.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } EDOUARD OUELLET
District de Rimouski, } ET AL., Demandeurs ; vs.
No 650. } RAPHAEL BOUCHER,
Défendeur, savoir :

Une terre située au cinquième rang de la paroisse de Saint-Fabien, étant le numéro six cent trente-huit (638), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Fabien—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court, county of Berthier—District of Joliette.

Sorel, to wit : } DOMINIQUE TESSIER, merchant, of the town of Berthier, in the county of Berthier, Plaintiff ; against PHILIPPE DULAC, of the town of Berthier, in the county of Berthier, Defendant.

A lot of land situate in the town of Berthier, north west of William street, known and designated on the official cadastre of the said town of Berthier, under the number one hundred and twenty-eight (No. 128), measuring forty-three feet and a half in front by one hundred and forty-five feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the NINETEENTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 16th February, 1900. 874
[First published, 17th February, 1900.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court for the county of Yamaska—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DORILA DESMARAIS, trader, of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, county of Yamaska, district of Richelieu, Plaintiff ; against NAPOLEON MARTEL, formerly of the parish of Saint Pie de Guire, said county and district, residing actually in the United States of America, Defendant.

A piece of land situate in the parish of Saint Pie de Guire, in the concession Sainte Marguerite, of three arpents in front by twenty four arpents in depth, the whole more or less, known and designated as (Nos. 39 and 40), on the official cadastre of the said parish of Saint Pie de Guire—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Pie de Guire, on the THIRD day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, 23rd January, 1900. 530
[First published, 27th January, 1900.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate Court.

Province of Québec, } EDOUARD OUELLET
District of Rimouski, } ET AL., Plaintiffs ; vs.
No. 650. } RAPHAEL BOUCHER,
Defendant, to wit :

A land situate in the fifth range of the parish of Saint Fabien, being number six hundred and thirty-eight (638), of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Fabien—with the buildings thereon erected and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ALF. MARTIN,
Sherbrooke, 23 janvier 1900. Député Shérif. 507-2
[Première publication, 27 janvier 1900.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront venus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : **THE SHERBROOKE**
No 309. **LOAN AND MORT-**
GAGE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cite de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JARED C. FRAZIER, de Colusa, dans l'Etat de Californie, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Une terre située dans le canton de Eaton, dans le comté de Compton, district de Saint-François, contenant cent soixante et dix-neuf acres en superficie, plus ou moins — avec les bâtisses sus-érigées, composée des morceaux de terre suivants, connus et décrits comme suit :

1° Lot numéro sept e (No 7 c), dans le neuvième rang, sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton de Eaton, contenant cent acres en superficie, plus ou moins.

2° Lot numéro huit d (No 8 d), dans le dit neuvième rang, sur les dits plan et livre de renvoi du cadastre officiel du dit canton de Eaton, contenant soixante et treize acres, plus ou moins.

3. Partie du lot numéro huit a (pt. No 8 a), dans le dit neuvième rang, sur les dits plan et livres de renvoi du cadastre officiel du dit canton de Eaton, décrite comme suit : commençant du côté nord-est du chemin public conduisant de Cookshire à Bury, à l'endroit où le dit chemin est traversé par la ligne de division, divisant les lots numéros sept et huit, arpentage primitif du dit canton ; de là le long de la dite ligne de division sud, onze degrés et quinze minutes ouest, dix chaînes et quarante et un chaînons jusqu'à un poteau de cèdre et pierre avec faïence brune ; de là nord soixante et douze degrés et trente minutes ouest, onze chaînes et soixante et cinq chaînons jusqu'à une borne semblable sur le côté nord-est du dit chemin ; de là le long du côté nord-est du dit chemin, quatorze chaînes et soixante et dix chaînons jusqu'au point de départ, et contenant six acres en superficie, plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Camille de Cookshire, dans la ville de Cookshire, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi

Bureau du Shérif, R. A. BIRON,
Sherbrooke, 14 février 1900. Député Shérif. 883
[Première publication, 17 février 1900.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ALF. MARTIN,
Rimouski, 23rd January, 1900. Deputy Sheriff. 508
[First published, 27th January, 1900.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : **THE SHERBROOKE**
No. 309. **LOAN AND MORT-**
GAGE COMPANY, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; against the lands and tenements of JARED C. FRAZIER, of Colusa, in the State of California, one of the United States of America, Defendant.

A farm situate in the township of Eaton, in the county of Compton, district of Saint Francis, containing one hundred and seventy-nine acres in superficies, more or less—with the buildings thereon, composed of the following parcels of land, known and described as follows :

1. The lot number seven c (No. 7 c) in the ninth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, containing one hundred acres in superficies, more or less.

2. The lot number eight d (No. 8 d), in the said ninth range, on the said official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, containing seventy-three acres, more or less.

3. Part of the lot number eight a (pt. No 8 a), in the said ninth range, on the said official cadastral plan and book of reference of the said township of Eaton, described as follows : beginning on the north-east side of the highway leading from Cookshire to Bury, at the place where the said road is intersected by the division line, dividing the lots numbers seven and eight, of the primitive survey of the said township ; thence along the said division line south, eleven degrees and fifteen minutes west, ten chains and forty-one links to a cedar post and stone with brown earthenware thereunder ; thence north seventy-two degrees and thirty minutes west, eleven chains and sixty-five links to a similar boundary on the north-east side of the said road ; thence along the north-east side of the said road, fourteen chains and seventy links to the place of beginning, and containing six superficial acres, more or less.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille of Cookshire, in the town of Cookshire, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ONE of the clock in the afternoon.

Sheriff's Office, R. A. BIRON,
Sherbrooke, 14th February, 1900. Deputy Sheriff. 884
[First published, 17th February, 1900.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **FRANCOIS XAVIER**
 Sainte-Scholastique, } **MATHIEU**, Deman-
 à savoir : No. 39. } deur ; vs. **JOSEPH**
LEGAULT, FILS, ET AL., Défendeurs, savoir :

Un immeuble appartenant à Joseph Legault, fils.
 Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Benoit, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse, sous le numéro quatre-vingt-un (81), contenant un demi arpent en superficie—avec maison, boutique et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Benoit, dit district, le **PREMIER** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif,
 Sainte-Scholastique, 22 janvier 1900. 453-2
 [Première publication, 27 janvier 1900.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le present donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **ALCIDE LAVEN-**
 No. 31. } **TURE**, Deman-
 deur ; contre **EDMOND COLLINS**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants :

1° Une maison en bois à deux étages, de vingt-quatre pieds de front sur quarante pieds de profondeur, bâtie en la paroisse de Saint-Boniface de Shawenegan, sur le lot de terre portant le numéro six cent vingt-huit (628), des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, comprenant aussi partie de la paroisse de Saint-Boniface de Shawenegan.

2° Une écurie en bois bâtie sur le même lot, même paroisse, de dix pieds de front sur douze pieds de profondeur.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawenegan, le **VINGTIÈME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif,
 Trois-Rivières, 14 février 1900. 855
 [Première publication, 17 février 1900.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court*

District of Terrebonne, } **FRANCOIS XAVIER**
 Sainte Scholastique, } **MATHIEU**, Plain-
 to wit : No. 39. } tiff ; vs. **JOSEPH**
LEGAULT, JUNIOR, ET AL. Defendants, to wit :

A lot belonging to Joseph Legault, junior.
 A lot of land situated in the parish of Saint Benoit, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish, as number eighty-one (81), containing one half arpent in area—with house, shop and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the village of Saint Benoit, said district, on the **FIRST** day of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff,
 Sainte Scholastique, 22nd January, 1900. 454
 [First published, 27th January, 1900.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit Court—District of Three-Rivers.*

Three Rivers, to wit } **ALCIDE LAVENTURE**,
 No. 31. } Plaintiff ; against **ED-**
MOND COLLINS, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveables :

1. A frame two story house, twenty four feet in front by forty feet in depth, built in the parish of Saint Boniface de Shawenegan, on the lot of land bearing the number six hundred and twenty eight (628), of the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of Sainte Flore, comprising also a portion of the parish of Saint Boniface de Shawenegan.

2. A frame stable built on the same lot, same parish, of ten feet in front by twelve feet in depth.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Boniface de Shawenegan, on the **TWENTIETH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff,
 Three Rivers, 14th February, 1900. 856
 [First published, 17th February, 1900.]

PROVINCE DE QUÉBEC.
VILLE DE LONGUEUIL.

Avis public est par les présentes donné par M. Dagenais, secrétaire-trésorier, que les lots de terre ou emplacement ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère, au bureau du conseil de cette ville, LUNDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires et autres charges dues, conformément aux dispositions de l'acte du Parlement de cette province, 44-45 Victoria, chapitre 75 et amendements, à moins que les dites taxes et autres charges, ainsi que les frais alors encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC.
TOWN OF LONGUEUIL

Public notice is hereby given by M. Dagenais, secretary-treasurer, that the lots of land or emplacement hereinafter mentioned, shall be sold by public auction, in the office of the council of said town, on MONDAY, the FIFTH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other dues, in conformity with the provisions of the act of Parliament of this province, 44 45 Victoria, chapter 75 and amendments, unless the said taxes and other dues, with costs then incurred, be paid before the said sale, to wit :

No. du rôle. — No. of roll.	Numéros du cadastre. — Numbers of cadaster.	Noms. — Names.	Etat. — Occupation.	Taxes municipales. Municipal taxes.	Taxes scolaires. School taxes.	Intérêt. — Interest.	Frais lo- caux. — Local costs.	Total dû. — Total due.
59 *	199, 154, 155	Rose Anna Bélaire.....	Fille majeure—Spinster...	\$ 7 16	\$ 1 31	\$ 0 37	\$ 3 75	\$ 12 59
114	192	S. James U. Bailey	Agent.....	58 42	.....	2 90	3 75	65 07
167	340, 6, 7, 8	Inconnu—Unknown .....	.....	98 46	4 50	17 23	3 75	123 94
220	184	Benjamin Frigon.....	Entrepreneur—Contractor.	11 00	2 00	61	3 75	17 36
440	283	Hubert Bousquet.....	Commerçant — Trader....	60 93	11 04	3 66	3 75	79 38
573	348, 291, 290	Mary Jane Charlton, Epouse—wife George Sellen....	Ten. de livres—Book-keep.	50 78	.....	2 38	3 75	56 91
718	1, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88	Patrick Donnelly.....	Commerçant — Trader....	16 50	3 75	85	3 75	24 85
615a	348, 42, 43	Johannah Sullivan, Epouse—wife John Woodman....	Peintre—Painter.....	2 75	50	10	3 75	7 10

Longueuil, 10 février 1900.—10th February, 1900.

M. DAGENAIS,
Secrétaire-trésorier—Secretary-treasurer.
795-6

LA CORPORATION DE LA CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES.

Je donne par le présent avis public que les terrains et emplacements ci-après mentionnés seront vendus par encan public, dans le bureau du secrétaire-trésorier, soussigné, en l'hôtel-de-ville des Trois-Rivières, LUNDI, le CINQUIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures du matin, pour les différentes cotisations municipales et scolaires et charges ci-après mentionnées, dues à la corporation de la cité des Trois-Rivières et aux commissaires d'écoles pour la cité des Trois-Rivières, imposées sur les lots et terrains ci-après désignés, tous situés dans la dite cité ; à moins que toutes et chacune des dites charges et cotisations quelconques ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus fixé pour la vente.

THE CORPORATION OF THE CITY OF TREE RIVERS.

I do hereby give notice that the undermentioned lots of land will be sold by public auction, in the office of the undersigned, secretary-treasurer, at the city hall of Three Rivers, on MONDAY, the FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school assessment and other charges hereinafter mentioned, due to the corporation of the city of Three Rivers and to the school commissioners of the city of Three Rivers, and imposed on said lots, all situated in the said city ; unless all and each of the said charges or assessments be paid, with costs, before the day above mentioned for the sale.

NOMS ET DESIGNATIONS. — NAMES AND DESIGNATIONS.	No du cadastre officiel d'enre- gistrement. — Number of official cadastre.	DETTES. — DEBTS.	Montant — Amount.
Eugène Buisson.—Un emplacement situé au coin nord-est des rues Des Côteaux et Lejeune—sans bâtisse.— One lot situate on north east corner of Des Coteaux and Lejeune streets—without building.	977	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c. Taxes scolaires, etc.—School taxes, etc.	\$5 15 4 51 — \$9 66
Dame Téléphore Girard, (Marie Doneau).—Un emplacement situé sur le chemin Sainte-Marguerite ; borné en front au sud-ouest par une petite ruelle, en profondeur au nord-est par les Nos 952 et 956, d'un côté au sud-est par le No 954, et de l'autre côté au nord-ouest par le No 957 du cadastre—avec bâtisses.—One lot situated on Sainte Marguerite road ; bounded in front on south west by a little alley, in depth on north east by Nos. 952 and 956, on south east side by No. 954, and on north west side by No. 957 of cadastre— with buildings.	955	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c. Taxes scolaires, etc.—School taxes, etc.	7 00 3 41 — \$10 41
Joseph Héroux et Alfred Héroux.—Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Saint-Philippe— avec bâtisses. One lot situated on north west side of Saint Philippe street— with buildings.	428	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c. Taxes scolaires, etc.—School taxes, etc.	11 63 4 38 — \$16 01
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame—sans bâtisse.—One lot situated on north west side of Notre Dame street—without building.	466	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	46 47
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame—sans bâtisse.— One lot situated on north west side of Notre Dame street—without building.	466	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	164 54

James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté nord-est du chemin Des Forges, sur le Côteau Saint-Louis, en la cité des Trois-Rivières—sans bâtisse.—One lot situated on north east side of Des Forges road, on the Coteau Saint Louis, in the city of Three Rivers—without building.	1107	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	10 97
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé sur le côté sud-ouest du chemin Des Forges, sur le Côteau Saint-Louis, en la cité des Trois-Rivières—sans bâtisse.—One lot situated on south west side of Des Forges road, on the Coteau Saint Louis, in the city of Three Rivers—without building.	1100	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	17 04
James B. Luckerhoff.—Un emplacement situé au coin nord-est des rues Des Forges et Saint-Olivier, d'environ 46 pieds de front par environ 104 pieds de profondeur ; borné au front au sud-ouest par la rue Des Forges, en profondeur au nord-est par partie du No 793, appartenant à Emile Pratte, d'un côté au sud-est par la rue Saint-Olivier, et de l'autre côté au nord-ouest par le No 795 du cadastre—avec bâtisses.—One lot situated on north east corner of Des Forges and Saint Olivier streets, of about 46 feet width by 104 feet in depth ; bounded in front on south east by Des Forges street, in depth on north east by part of No 793, belonging to Emile Pratte, on south east side by Saint Olivier street, and on north west side by No. 795 of cadastre—with buildings.	Partie No 793.— Part of No. 793.	Taxes municipales, etc.—Municipal taxes, &c.	135 72

Les terrains ci-dessus grevés d'une rente constituée envers la corporation de la cité des Trois-Rivières seront vendus à la charge de la dite rente constituée.
L. T. DESAULNIERS,
 Secrétaire-trésorier du conseil de la cité des Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, 8 janvier 1900. 611-12

The above lots charged with a constituted rent to the corporation of the city of Three Rivers, are to be sold subject to the said rent.
L. T. DESAULNIERS,
 Secretary-treasurer of the city council of Three Rivers.
 Three Rivers, 8th January, 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE D'AYLMER

Je donne par les présentes avis public que les terrains ci-après mentionnés seront vendus par encan public, en la ville d'Aylmer, dans le bureau du conseil municipal de la ville d'Aylmer, JEUDI, le PREMIER jour de MARS prochain (1900), à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres charges dues à la corporation de la ville d'Aylmer, sur les divers lots de terre plus bas désignés, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais avant la vente :

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF AYLME

I hereby give public notice that the lands hereafter mentioned will be sold by public auction, at the office of the municipal council, in the town of Aylmer, on THURSDAY, the FIRST day of MARCH next (1900), at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes and other charges due to the municipality of the corporation of the said town of Aylmer, upon the several lots hereinafter described, unless the same be paid, with costs before the sale :

Noms des propriétaires — Names of owners.	Numéros du cadastre. — Cadastral numbers.	Taxes municipales. — Municipal taxes.	Taxes scolaires. — School taxes.	Frais locaux et intérêt — Local cost and interest.	Total.
Curateurs de—Curators of John & William McLean	1636 & 1687	\$ 65 35	.....	\$ 9 35	\$ 74 70
John Watt.....	762	5 10	.....	1 25	6 35
George C. Rainboth.....	1571 & 1572	19 80	8 6 45	2 00	29 15
L. Z. Charbonneau.....	1470	9 15	12 70	1 70	23 55

J. T. WHELAN,

Secrétaire-trésorier—Secretary-treasurer.

Donné à Aylmer, le 12 février—Given at Aylmer, this 12th February, 1900.

811-12

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 6873.

Low.

Lots 20 et 21, du 6e rang, à Alexander Nealy.

Lot 14, du 11e rang, à James Harron.

Lot 15, du 11e rang, à James Harron.

Lots 15 et 17, du rang "A", à David Harron.

Lot 16, du rang "A", à William Coyle.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 15 février 1900.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Langevin.

½ N. E., du lot 2, du 12e rang, à Ant. Lamontagne.

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forest and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 6873.

Low.

Lots 20 and 21, in the 6th range, to Alexander Nealy.

Lot 14, in the 11th range, to James Harron.

Lot 15, in the 11th range, to James Harron.

Lots 15 and 17, in the range "A", to David Harron.

Lot 16, in range "A", to William Coyle.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissioner.Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 15th February, 1900.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Langevin.

N. E. ½, of lot 2, of 12th range, to Ant. Lamontagne.

Canton Colbert,
11e rang.

Lot 45, à P. Bouliane.
Lot 46, à R. Tremblay.

Canton Viger.

$\frac{1}{2}$ N. E., du lot 21, du 7e rang, à Auguste Kirouac.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 17 février 1900.

787

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Nous, soussignés, Alfred Chaplin et Francis L. M. Chaplin, tous deux de la ville de Westmount, près de la cité de Montréal, dans la province de Québec, marchands en général et à commission, certifions par le présent que la société en commandite qui existait ci-devant entre nous et feu Edward Chaplin, décédé, en son vivant de Westmount susdit, marchand en général et à commission, sous les nom et raison de "Chaplin Brothers and Company", dans laquelle les dits Alfred Chaplin et Francis L. M. Chaplin étaient les associés en général et le dit Edward Chaplin était associé en commandite ou associé spécial, a été dissoute, ce jour, conformément à certaines dispositions de notre acte de société.

Comme témoins nos signés dans la dite cité de Montréal, le premier jour de février dix-neuf cent.

Signé en la présence de

(Signé) M. E. W. H. PHILLIPS, N. P.

(Signé) ALFRED CHAPLIN,
F. L. M. CHAPLIN.

881

Province de Québec, }
District de Québec, }
Comté de Lotbinière. }

Avis est par le présent donné qu'une association dite, Assurance Mutuelle de Cultivateurs de la paroisse de Saint-Patrice de Beauvillage, Lotbinière, a été formée en la dite paroisse de Saint-Patrice, le onzième jour de janvier mil neuf cent.

JOHN MURTAGH,
Président.

ALPH. MERCIER,
Secrétaire.

Donné à Saint-Patrice, ce dixième jour de février mil neuf cent.

871

Avis de Faillites

Canada, }
Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Dame Joséphine Turcotte, du village de Grand'Mère, faisant affaires sous les nom et raison de C. J. Trudel & Cie, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 12e jour de février 1900, au bureau du protonotaire du dit district, conformément à la loi.

H. LAMARRE,
Gardien provisoire.

Bureau : 246, rue Saint-Jacques.
Montréal, 15 février 1900.

875

Township Colbert,
11th range.

Lot 45, to P. Bouliane.
Lot 46, to R. Tremblay.

Township Viger.

N. E. $\frac{1}{2}$, of lot 21, of 7th range, to Auguste Kirouac.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Québec, 17th February, 1900.

788

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. }

We, the undersigned, Alfred Chaplin and Francis L. M. Chaplin, both of the town of Westmount, near the city of Montreal, in the province of Quebec, general and commission merchants, hereby certify that the limited partnership heretofore existing between us and the late Edward Chaplin, deceased, in his lifetime of Westmount aforesaid, general and commission merchant, under the name and style of "Chaplin Brothers and Company", in which the said Alfred Chaplin and Francis L. M. Chaplin were the general partners and the said late Edward Chaplin was the limited or special partner, has been, this day, dissolved in accordance with certain provisions in our deed of partnership.

As witness our hands at the said city of Montreal, the first day of February, nineteen hundred.

Signed in the presence of

(Signed) M. E. W. H. PHILLIPS, N. P.

(Signed) ALFRED CHAPLIN,
F. L. M. CHAPLIN.

882

Province of Quebec, }
District of Québec, }
County of Lotbinière. }

Notice is hereby given that an association called Mutual Assurance Association of the parish of Saint Patrice de Beauvillage, Lotbinière, has been formed in the said parish of Saint Patrice, on the eleventh day of January nineteen hundred.

JOHN MURTAGH,
President.

ALPH. MERCIER,
Secretary.

Given at Saint Patrice, this tenth day of February nineteen hundred.

872

Bankrupt Notices

Canada, }
Province of Québec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Mrs. Josephine Turcotte, of the village of Grand'Mère, carrying on business under the firm name of C. J. Trudel & Co., has made an assignment of her property for the benefit of her creditors, on the 12th day of February, 1900, at the prothonotary's office of the said district, according to law.

H. LAMARRE,
Provisional guardian.

Office : 246, Saint James street.
Montreal, 15th February, 1900.

876

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de " Au Grand Bazar " de Québec,
 marchands, Faillis.
 Avis est par le présent donné, en vertu d'un
 ordre de la cour, en date du quinzième jour de
 février 1900, les soussignés ont été nommés curateurs
 conjoints aux biens en cette affaire.
 Les créanciers des dits faillis sont requis de pro-
 duire leurs réclamations, attestées sous serment,
 dans un délai de trente jours, à compter du présent
 avis.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.
 Québec, 16 février 1900. 887

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Thibaudeau, frères & Cie.,
 Requérent cession ;
 vs

Théophile Béland, Débitur.
 Avis est par le présent donné que Théophile
 Béland, de Québec, marchand, le dixième jour de
 février 1900, a fait cession de ses biens pour le
 bénéfice de ses créanciers, au bureau du proto-
 notaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,
 Gardien provisoire.
 Québec, 16 février 1900. 885

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 In the matter of " Au Grand Bazar ", of Quebec
 merchants, Insolvents.
 Notice is hereby given that, by order of the court,
 dated the 15th day of February, 1900, the under-
 signed have been appointed joint curators to the
 estate in this matter.

Creditors of the said insolvents are required to
 file their claims, duly attested under oath, within a
 delay of thirty days from the present notice.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Joints curators.
 Quebec, 16th February, 1900. 888

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 Thibaudeau, frères & Cie.,
 Petitioners for assignment ;
 vs

Théophile Béland, Debtor.
 Notice is hereby given that Théophile Béland, of
 Quebec, merchant, has, on the 10th day of February,
 1900, made an abandonment of all his assets for
 the benefit of his creditors, at the office of the
 prothonotary of the superior court of the district of
 Quebec.

GEO. LEFAIVRE,
 Provisional guardian.
 Quebec, 16th February, 1900. 886

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 7

ANNEXION DE MUNICIPALITÉ : — Demande d' : —
 Annexer divers lots de Saint-Cyriac au canton
 Kenogami, 472.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis,
 etc., 469.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE : — Des actionnaires
 de la Cie du chemin de fer Chateauguay et
 Nord, 493.

BILLS PRIVÉS, P. F. : — Avis au sujet des : — Cham-
 bre des Communes, 477 ; Sénat, 476 ; Sénat et
 Chambre des Communes, 476.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-
 blée législative, 479 ; Conseil législatif, 477.

CONSEILS MUNICIPAUX, AVIS AUX, 469.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admettre
 Louis S. Margolèse à la pratique du droit, 482 ;
 Amender charte de la cité de Montréal, 481 ;
 Horace J. Beemer, 482 ; La Cie de Pulpe de
 Jonquières, 481 ; Quebec and Lake Saint John
 Railway Coy, 482 ; The Shawinigan Falls
 Hotel Coy, 492 ; William Watson Ogilvie, 482 ;
 W. W. Ogilvie Milling Coy, 482.

ECOLE DISSIDENTE : — Sainte-Brigide, Co. Iber-
 ville, 472.

ERRATUM : — Vente de terre du comté de Témis-
 couata, 481.

FAILLIS : — Au Grand Bazar, 518 ; Béland, 518 ;
 Bell, 494 ; Brosseau, 495 ; Bureau, 496 ; Côté,
 494 ; Coutu, 496 ; Dame Bourget, 496 ; Dame
 Turcotte, 517 ; Desbiens, 494 ; Dugas, 495 ;

Index of the Quebec Official Gazette, No. 7

MUNICIPALITY ANNEXED : — Application for : —
 To annex several lots of Saint Cyriac to the
 township of Kenogami, 472.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices,
 &c, 469.

SPECIAL GENERAL MEETING : — Of the shareholders
 of the Chateauguay and Northern Railway
 Coy, 493.

PRIVATE BILLS, P. F. : — Notice respecting the : —
 House of Commons, 477 ; Senate, 476 ; Senate
 and House of Commons, 476.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices Respecting the : —
 Legislative Assembly, 479 ; Legislative Council,
 477.

MUNICIPAL COUNCILS, Notice of, 469.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE — To admit
 Louis S. Margolèse to practice of law, 482 ;
 To amend charter of the city of Montreal, 481 ;
 Horace J. Beemer, 482 ; La Cie de Pulpe de
 Jonquières, 481 ; Quebec and Lake Saint John
 Railway Coy, 482 ; The Shawinigan Falls Hotel
 Coy, 492 ; William Watson Ogilvie, 482 ; W.
 W. Ogilvie Milling Coy, 482.

DISSIDENT SCHOOL : — Sainte-Brigide, Co. Iber-
 ville, 472.

ERRATUM : — Sale of lands of the county Témis-
 couata, 481.

INSOLVENTS : — Au Grand Bazar, 518 ; Béland, 518 ;
 Bell, 494 ; Brosseau, 495 ; Bureau, 496 ; Côté,
 494 ; Coutu, 496 ; Dame Bourget, 496 ; Dame
 Turcotte, 517 ; Desbiens, 494 ; Dugas, 495 ;

- Gauvin, 496 ; Glover & Brais, 496 ; Lorange *et al.*, 495 ; Lusher, 495 ; McKenny, 494 ; St-Laurent, 495 ; The Colonial Mutual Life Association, 496 ; The Montreal Novelty Coy, 494.
- LETRES PATENTES, DEMANDE DE :**—Canada Southern Mines, 490 ; Colin McArthur & Co., 490 ; La Cie électrique de Plessisville, 488 ; La Cie Industrielle du Lac Mégantic, 491 ; The Calcibide Gas Machine Coy, 492 ; The Malted Cereals Coy, 489.
- LETRES PATENTES ÉMISES :**—Tetrault Shoe Coy, 471.
- MUNI IPALITÉS ÉRIGÉES :**—Demande de :—Sainte-Anne de Noue, 472 ; Village de Saint-David, Co. Yamaska, 472.
- NOMINATIONS :**—*Commissaire pour recevoir affidavits*, 469.
Conseiller municipal :—Saint-Félicien, Cté Lac Saint-Jean, 479.
Membres du conseil d'hygiène :—Province de Québec, 469.
- PROCLAMATION :**—Terme de la Cour du Banc de la Reine changé : District de Québec, 470.
- RÈGLES DE COUR :**—Eby vs Saint Leon Mineral Water Coy, 498 ; Trudeau vs Vincent, 498.
- SÉPARATIONS DE BIENS :**—Dmes Beauchemin vs Girard, 484 ; Beaudin vs Chaput, 475 ; Blondeau vs Drolet, 488 ; Bouthillier vs Vincent, 484 ; Cayez vs Tardif, 486 ; Dauplaise vs Parenteau, 484 ; Forget vs Desjardins, 488 ; Gale vs Bothwell, 488 ; Gascon vs Chassé, 485 ; Goyer vs Gratton, 487 ; Grenier vs Bonnette, 485 ; Guillet vs Bergeron, 487 ; Harbec vs Poutré, 485 ; Henrichon vs Lavallée, 487 ; Keough vs Lauzon, 484 ; Labelle vs Taillefer, 487 ; Ledoux vs Dextraze, 486 ; Lyford vs Stearns, 486 ; Marchessault vs Beaulieu, 487 ; McClave vs Bulmer, 486 ; McKenzie vs Smeall, 487 ; Rochon vs Lefebvre, 484 ; Sylvestre vs Brouillet, 485 ; Trudeau vs Vincent, 485.
- SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :**—Dmes Goller vs Raphaelovitch, 486 ; Kane vs McLeod, 486.
- SOCIÉTÉ DISSOUTE :**—A. Chaplin & F. L. M. Chaplin, 517.
- SOCIÉTÉ FORMÉE :**—Assurance mutuelle de cultivateurs de la paroisse Saint-Patrice de Beaurivage, 517.
- TERRES DE LA COURONNE :**—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Alley, 471 ; Aylwin, 471 ; Colbert, 517 ; Langevin, 516 ; Low, 516 ; Morin, 471 ; Viger, 517 ; Westmonth, 471 ; Wolfestown, 471.
- TRANSPORT DU BUREAU PRINCIPAL :**—Abenakis Springs Hôtel Coy, 483.
- VENTE DE LIMITES A BOIS,** 472.
- VENTES DE FAILLITES :**—Douglas, 497 ; Goulet & Co, 497.
- VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :**—Corporation de la cité des Trois-Rivières, 514 ; Ville d'Aylmer, 516 ; Ville de Longueuil, 513.
- VENTE D'ARTICLES NON RÉCLAMÉS :**—Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, 493.
- Gauvin, 496 ; Glover & Brais, 496 ; Lorange *et al.*, 495 ; Lusher, 495 ; McKenny, 494 ; St-Laurent, 495 ; The Colonial Mutual Life Association, 496 ; The Montreal Novelty Co., 494.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :**—Canada Southern Mines, 490 ; Colin McArthur & Co., 490 ; La Cie électrique de Plessisville, 488 ; The Mogantic Industrial Coy, 491 ; The Calcibide Gas Machine Coy, 492 ; The Malted Cereals Coy, 489.
- LETTERS PATENTS GRANTED :**—Tetrault Shoe Coy, 471.
- MUNICIPALITY ERECTED :**—Application for :—Sainte-Anne de Noue, 472 ; Village of Saint David, Co. Yamaska, 472.
- APPOINTMENTS :**—*Commissioner to receive affidavits*, 469.
Municipal councillor :—Saint Félicien, Co. Lake Saint John, 469.
Members of board of health :—Province of Quebec, 469.
- PROCLAMATION :**—Term of the Court of Queen's Bench changed : District of Quebec, 470.
- RULES OF COURT :**—Eby vs Saint Leon Mineral Water Coy, 498 ; Trudeau vs Vincent, 498.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY :**—Dmes Beauchemin vs Girard, 484 ; Beaudin vs Chaput, 475 ; Blondeau vs Drolet, 488 ; Bouthillier vs Vincent, 484 ; Cayez vs Tardif, 486 ; Dauplaise vs Parenteau, 484 ; Forget vs Desjardins, 488 ; Gale vs Bothwell, 488 ; Gascon vs Chassé, 485 ; Goyer vs Gratton, 487 ; Grenier vs Bonnette, 485 ; Guillet vs Bergeron, 487 ; Harbec vs Poutré, 485 ; Henrichon vs Lavallée, 487 ; Keough vs Lauzon, 484 ; Labelle vs Taillefer, 487 ; Ledoux vs Dextraze, 486 ; Lyford vs Stearns, 486 ; Marchessault vs Beaulieu, 487 ; McClave vs Bulmer, 486 ; McKenzie vs Smeall, 487 ; Rochon vs Lefebvre, 484 ; Sylvestre vs Brouillet, 485 ; Trudeau vs Vincent, 485.
- SEPARATIONS FROM BEDAND BOARD :**—Dmes Goller vs Raphaelovitch, 486 ; Kane vs McLeod, 486.
- PARTNERSHIP DISSOLVED :**—A. Chaplin & F. L. M. Chaplin, 517.
- PARTNERSHIP FORMED :**—Firm's mutual insurance of the parish of Saint Patrice de Beaurivage, 517.
- CROWN LANDS :**—*Notice of cancellation, etc.* :—Townships Alley, 471 ; Aylwin, 471 ; Colbert, 517 ; Langevin, 516 ; Low, 516 ; Morin, 471 ; Viger, 517 ; Westmonth, 471 ; Wolfestown, 471.
- CHANGING OF CHIEF OFFICE :**—Abenakis Springs Hotel Coy, 483.
- SALE OF TIMBER LIMITS** 472.
- INSOLVENTS' SALES :**—Douglas, 497 ; Goulet & Co, 497.
- SALE FOR MUNICIPAL TAXES :**—Corporation of the city of Three Rivers, 514 ; Town of Aylmer, 516 ; Town of Longueuil, 513.
- SALE OF ARTICLES OF UNCLAIMED BAGGAGE :**—Canadian Pacific Railway Coy, 493.

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEDFORD :—La corporation de la paroisse de N. D. de Stanbridge vs Pike River River Mills Coy, 499.

GASPÉ :—Legendre vs Vallée, 500.

IBERVILLE :—Hibbard vs Plouffe *et al*, 501 ; La société permanente de construction du district d'Iberville vs Poutré, 501 ; McGinnis *et al* vs Gingras, 500.

KAMOURASKA :—Langlais vs Ouellet, 502 ; The People's Bank of Halifax vs Dme Généreux *et al*, 502.

MONTREAL :—Benoit vs Decelles, 508 ; Dalbec vs Guerin *et al*, 504 ; Dme Lunn *et al* vs Baxter, 503 ; Dme Messier vs Provost, 504 ; Demers vs Gaucher *et al*, 503 ; Hains vs Bousquet *et al*, 503 ; Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Laurent vs Prévoist, 506 ; Murphy *et al* vs Dme Osborne, 505 ; Smith vs Dme Smith, 505 ; The Confederation Life Ass. vs Dyle, 507 ; Trudel *et al* *ès-qual.* vs Léveillé *et al* 507.

QUÉBEC :—Dme Conway vs Guimont, 509 ; La cité de Québec vs Alain, 508 ; Marchildon vs Barabé, 509.

RICHELIEU :—Desmarois vs Martel, 510 ; Tessier vs Dulac, 510.

RIMOUSKI :—Ouellet *et al* vs Boucher, 510.

SAINT-FRANÇOIS :—The Sherbrooke Loan and Mortgage Coy vs Frazier, 511.

TERREBONNE :—Mathieu vs Legault, fils *et al*, 512.

TROIS RIVIÈRES :—Laventure vs Collins, 512.

SHERIFF'S SALES :

BEDFORD :—The corporation of the parish of N. D. de Stanbridge vs Pike River Mills Coy, 499.

GASPÉ :—Legendre vs Vallée, 500.

IBERVILLE :—Hibbard vs Plouffe *et al*, 501 ; The permanent building society of the district of Iberville vs Poutré, 501 ; McGinnis *et al* vs Gingras, 500.

KAMOURASKA :—Langlais vs Ouellet, 502 ; The People's Bank of Halifax vs Dme Généreux *et al*, 502.

MONTREAL :—Benoit vs Decelles, 508 ; Dalbec vs Guerin *et al*, 504 ; Dme Lunn *et al* vs Baxter, 503 ; Dme Messier vs Provost, 504 ; Demers vs Gaucher *et al*, 503 ; Hains vs Bousquet *et al*, 503 ; The curate and church wardens of the fabrique of the parish of Saint Laurent vs Prevoist, 506 ; Murphy *et al* vs Dme Osborne, 505 ; Smith vs Dme Smith, 505 ; The Confederation Life Ass. vs Dyle, 507 ; Trudel *et al* *ès-qual.* vs Léveillé *et al*, 507.

QUEBEC :—Dme Conway vs Guimont, 509 ; The City of Quebec vs Alain, 508 ; Marchildon vs Barabé, 509.

RICHELIEU :—Desmarais vs Martel, 510 ; Tessier vs Dulac, 510.

RIMOUSKI :—Ouellet *et al* vs Boucher, 510.

SAINT FRANCIS :—The Sherbrooke Loan and Mortgage Coy vs Frazier, 511.

TERREBONNE :—Mathieu vs Legault, fils *et al*, 512.

THREE RIVERS :—Laventure vs Collins, 512.